

ÉDITORIAL.....6
 COURRIER.....7-9
 ARTS ET CULTURE.....14
 NOS ÉCOLES.....19-22
 TIMMINS.....23

LE VOYAGEUR



Hausse de 37,8 % du prix des maisons à Sudbury | 3

Photo : Shutterstock

Fermeture d'une entreprise sudburoise centenaire | 2

Photo : Courtoisie



Réactions à l'annonce d'une future université francophone | 5 et 7

Photo : Julien Cayouette

NOUVEAU, ACCÉLÉRÉ ET GRATUIT !

Préposé.e aux services de soutien personnel (PSW)

Commencez le 5 avril, le 10 mai ou le 14 juin.

COLLÈGE BORÉAL

INSCRIVEZ-VOUS ET BÉNÉFICIEZ DE :
 frais de scolarité et frais de demande payés
 financement pour manuels et fournitures scolaires
 stage rémunéré garanti
 certificat collégial à la fin de six mois

Payé par le gouvernement de l'Ontario

Ontario 



SUDBURY

Lafrance fourrures

La fin d'une aventure plus que centenaire

LISE
DUGAS

Marc et Claire Lafrance sont à quelques jours de leur retraite comme propriétaires d'une entreprise bien connue à Sudbury : A. Lafrance et fils Ltée. Après 3 générations et 113 ans en affaires, les portes fermeront à jamais cette fin de semaine.

A. Lafrance et fils Ltée est aussi connu sous les noms Lafrance Richmond Furs ou même Lafrance fourrures. Ils étaient spécialistes en confection, réparation et entreposage de manteaux et d'accessoires de fourrure.

Plusieurs personnes ont partagé aux propriétaires être attirées par la fermeture. En revanche, M. Lafrance dit n'avoir aucun regret et ne garde que de très bons souvenirs de toutes ses années au service de sa clientèle. Même à ce jour, il rencontre encore des clients qui se souviennent avoir visité Lafrance Furs à un très jeune âge avec leurs parents.

Il tient à souligner que sa retraite n'a aucunement été motivée par la pandémie, même si l'entreprise a été ouverte seulement 22 semaines en 2020. Son âge avancé a été le facteur déclencheur. Le couple Lafrance va

pouvoir consacrer plus de temps à leur famille et à leurs amis, une fois que la pandémie sera chose du passé.

«Le commerce des manteaux de fourrure va en vague», raconte M. Lafrance. «L'émission *Dallas*, très populaire dans les années 1980 a eu une grande influence sur la vente des manteaux de fourrure. Entre 1982 et 1991, c'est vraiment les années les plus populaires.»

Avec les années, les manteaux de fourrure sont devenus de plus en plus légers, dus au «repassement» de la fourrure. «Ce qui était le plus valorisant, c'était de pouvoir aider les clientes, surtout celles avec des problèmes de circulation et/ou en chaise roulante.» La fourrure apportait confort et chaleur.

Une histoire de famille

Les tout débuts de l'entreprise Lafrance Furs est une histoire de

parcours non prévus. «Le beau-père [Louis Lefebvre] de mon grand-père Adélarde meurt subitement en 1908, à Chapleau. Marie Lefebvre propose à Adélarde de prendre la relève et elle lui montre les étapes à suivre pour acheter et transformer la fourrure brute. À cette époque de la première Grande Guerre, la compagnie de France Revillon Frères envoyait leurs bateaux à partir de Montréal à Hudson Bay via le fleuve Saint-Laurent, le long du bord du Labrador avec les provisions pour chaque port. On doit trouver une autre solution pour transporter les vivres. Les barges avec plusieurs canots sont déplacées avec les provisions sur la rivière Pagwa. Le groupe de près de 150 hommes traverse la rivière Pagwa, monte à Fort Albany jusqu'à la baie James. On y laissait les barges et les provisions et on retournait avec les canots pour refaire le même trajet en sens contraire. Adélarde fera ce trajet pendant environ 7 ans. En 1916, mon grand-père décide de déménager à Missanabie jusqu'à ce que les postes de Missanabie et



Marc et Claire Lafrance — Photo : Joanne Musico

de Chapleau ferment.» C'est à ce moment qu'Adélarde déménage à Sudbury, en 1921.

Le père de Marc Lafrance, Edouard, commence à travailler pour aider l'entreprise familiale à un très jeune âge, vers 1927. L'oncle Laurent y travaille également en 1934-1935. L'oncle Yvon est membre des Forces armées canadiennes vers 1938 et passe 3 à 4 ans en Alaska. Le plus connu des oncles est sûrement Adélarde junior, joueur de hockey professionnel qui, en plus d'avoir joué à Springfield pendant 4 à 5 ans, a joué quelques parties avec les Canadiens de Montréal.

1939 marque l'année de la construction d'un entrepôt qui servira à entreposer les manteaux de fourrure. En 1972, l'entreprise met fin à l'achat des fourrures brutes.

Marc Lafrance a surtout aimé travailler pour Lafrance Furs parce que c'était une entreprise familiale. Au tout début, il s'occupait de préparer les livraisons. Avec l'expérience et les années, il a appris à «grader» la fourrure brute. Il a quand même fait une pause de 1965 à 1973 pour travailler comme pilote commercial à Blind River. Ces années sont également marquées par la naissance de ses enfants Daniel, Nancy, Joanne et Denyse. M. Lafrance est déménagé à North Bay en 1973 pour prendre la relève de l'entreprise familiale.

Claire Lafrance se joint à l'entreprise au même moment. Elle est surtout responsable du service à la clientèle avec tout ce que ça implique, en plus de monter les vitrines avec les manteaux et les accessoires en vente. Depuis 25 ans, Mme Lafrance s'occupe également de la comptabilité, alors qu'elle avait plutôt une formation d'infirmière.

Gérard Lafrance, le frère de Marc, déménage à Sudbury en 1982 pour prêter mainforte à Edouard, qui s'occupe du magasin local. Ce dernier meurt l'année suivante, soit en 1983. Par la suite, Marc revient à Sudbury en 1994 pour aider Gérard. Ce dernier a pris sa retraite en 2006.

Implanté dans le Nord

La famille Lafrance a toujours eu un attachement sincère à la communauté. Elle appuie différents organismes à but non lucratif depuis longtemps. Le grand-père, Adélarde, a été président du Club Rotary de Sudbury en 1936, le père Edouard a aussi été président du Club Rotary de Sudbury de 1951 à 1952, Marc, président du Club Rotary de North Bay en 1982, l'oncle Laurent, membre du club Richelieu Sudbury, l'oncle Yvon, membre du Club Rotary et conseiller scolaire à Sault-Sainte-Marie et oncle Adélarde Jr a été membre du Club Lions et président de la Chambre de commerce de North Bay.

Marc et Claire Lafrance tiennent à remercier toute leur clientèle «pour toutes les bonnes années, un grand plaisir de vous servir; les clients étaient supers, ils avaient dans leur cœur la fourrure et avaient une passion pour ce qui était bien fait. Nous aimerions également remercier tous nos excellents employés, qui ont été grandement impliqués dans les opérations quotidiennes de l'entreprise, plusieurs pendant 35 à 45 ans. Nous souhaitons à tous une bonne santé et un très bon avenir.»

Un dernier conseil

Une des questions qui préoccupe les clients, c'est l'entreposage des fourrures une fois que l'entreprise sera fermée. M. Lafrance recommande fortement de faire entreposer professionnellement. Il suggère Northland Furs, sur la rue Main, à North Bay, qui s'occupe toujours de cette importante étape. Si cela n'est pas possible, il recommande de garder les manteaux à un niveau de 60 à 65 % du niveau d'humidité et pas plus de 40°F. Si vous possédez une chambre froide, ce serait l'idéal, ou même une garde-robe de cèdre pour éloigner les mites. Il avise également de ne jamais envelopper dans du plastique.



De gauche à droite : Laurent Lafrance, Adélarde Lafrance (père de Marc), Edouard Lafrance et un travailleur — Photo : Courtoisie



Adélarde Lafrance (père de Marc) — Photo : Courtoisie

NORTH BAY

Shop Nipissing

Un nouveau répertoire en ligne bilingue

ÉRIC
BOUTILIER

Le Club Richelieu de North Bay va bientôt lancer un site web pour encourager l'achat local dans la région. Shopnipissing.ca est une initiative qui a pour mission d'aider les résidents à identifier et à découvrir des boutiques et des services disponibles dans le district.

Conçue en partie par Gaston Laforge et Bruce Cazabon — deux membres du Club Richelieu —, la nouvelle plateforme sera lancée au cours des prochains mois et va faciliter les échanges entre les clients et les entrepreneurs. Les internautes vont entre autres retrouver des renseignements dans les deux langues officielles et les coordonnées d'un grand nombre de commerçants francophones et anglophones.

Le Club Richelieu croit que cette initiative va aider les entre-

prises locales à passer à travers cette période difficile et incertaine tout en créant de nouveaux liens avec la communauté. «C'est quelque chose qui manque dans la région; c'est-à-dire un site local exclusivement pour le district de Nipissing pour tous les commerçants et les services qui existent dans la communauté», indique le coadministrateur du projet, Gaston Laforge.

«Ça fait suite aussi à un autre projet qu'on a entamé, des sacs réutilisables. Tous les commerces qui nous ont appuyés

sur le sac embarquent automatiquement sur le site web.»

Le Club Richelieu veut surtout reconnaître les entreprises qui donnent généreusement à des projets pour améliorer la qualité de vie des jeunes. «C'est important parce que, sans eux, on ne peut pas faire nos projets. L'argent qu'ils nous donnent pour ce projet revient dans la communauté», rappelle M. Laforge.

«Le Club Richelieu n'est pas un gros club, mais on donne entre 15 à 20 000 dollars par année. Avec ce projet, ça va nous donner peut-être un peu plus d'argent qui pourra être réparti, surtout pour les enfants.»

Le lancement de shopnipissing.ca devrait se faire d'ici le 1^{er} juin.

GRAND SUDBURY

Le marché immobilier en transformation

PHILIPPE
MATHIEU

Le marché immobilier canadien a connu une croissance exponentielle depuis le début de la pandémie. À Sudbury, les agents immobiliers voient des prix et des ventes comme ils n'en ont jamais vu auparavant. «C'est incroyable ce qui se passe en ce moment», dit un agent immobilier de la région, Paul Pelland.

Le Sudbury Real Estate Board rapporte que le prix moyen des maisons vendues en janvier 2021 était de 356 633 \$, contre 258 776 \$ en janvier 2020. Une augmentation de 37,8 %. Des prix inatteignables pour les premiers acheteurs, dit M. Pelland. «Ça fait quasiment 30 ans que je vends des immeubles. Je n'ai jamais vu rien comme ça dans ma vie», ajoute M. Pelland.

À l'échelle nationale, le prix moyen des maisons en février a atteint le chiffre record de 678 091 \$, en hausse de 25 %.

L'agent immobilier travaille surtout dans la région de Vallée Est. Le nombre de propriétés à vendre pourrait expliquer à elle seule l'état du marché. «Dans des temps normaux, dans la Vallée, on aurait environ 150 à 200 maisons à vendre. Je pense que tout de suite, on a quelque chose comme cinq maisons à vendre dans toute la région», explique-t-il.

En fait, selon le Sudbury Real Estate Board, le nombre de nouvelles maisons sur le marché a diminué de 7,9 % entre janvier 2020 et janvier 2021.

Selon l'entreprise de location de camions de déménagement U-Haul, le Grand Sudbury figurait au sixième rang des villes où ont déménagé les gens au Canada en 2020, devant Vancouver et Sarnia. North Bay était en première place.

Il s'agit d'un pic assez important pour la plus grande ville du nord de l'Ontario. Selon U-Haul, le Grand Sudbury ne figurait même pas dans le top 25 des villes du Canada en 2019.

Bon marché pour les vendeurs

Stimulés par les grands profits de la vente immobilière dans les grandes villes, les acheteurs qui souhaitent s'installer dans les plus petites localités n'ont aucun problème à acheter des propriétés qu'ils voient comme étant bon marché; alors qu'un acheteur de Sudbury pourrait la considérer comme trop chère.

Une maison en rangée de trois chambres à Oakville, a été vendue 1 million \$, 250 000 \$ au-dessus du prix demandé. Un petit bungalow de Toronto acheté pour 550 000 \$ en 2011 est en vente pour 1 125 000 \$.

Le prix moyen d'une maison dans le grand Toronto a dépassé le seuil de 1 million \$ pour la première fois en février. Le prix de vente d'une maison individuelle a bondi de 23 % par rapport à l'année précédente, atteignant 1 371 791 \$.

Le marché sudburois déstabilisé

Les statistiques démontrent que les premiers acheteurs de maison sont grandement désavantagés. Paul Pelland explique que le système a changé et ressemble à la méthode australienne : un système d'enchères qui permet aux plus riches d'arriver en tête.

«Ça fait quasiment 30 ans que je vends des immeubles. Je n'ai jamais vu rien comme ça dans ma vie», lance M. Pelland. «Chaque fois qu'on veut vendre une maison, on donne une heure spécifique pour commencer les enchères. Jamais auparavant dans ma carrière je ne savais à quelle date et à quelle heure je vendrais une propriété», dit-il.

Ce qui est un inconvénient particulier pour les acheteurs d'une première maison, c'est que la plupart des maisons se vendent bien au-dessus du prix demandé. De plus, il y a de la nouvelle compétition. «Neuf fois sur dix, l'offre la plus haute est faite par quelqu'un qui vient de l'extérieur de la ville», annonce l'agent.

Les propriétés locatives sont aussi vendues à des niveaux records dans la région. «Cela signifie seulement que le loyer est sur le point d'augmenter pour les locataires de Sudbury, ce qui pourrait causer de grands dommages à notre commu-

nauté et potentiellement rendre de nombreuses personnes sans-abris», prévient-il.

Impossible pour l'instant de savoir si le marché ralentira, s'effondrera ou continuera d'augmenter. M. Pelland s'en tient au même conseil qu'il a toujours donné aux acheteurs d'une première maison : «sauvez autant de vos sous que vous le pouvez et n'achetez pas ce dont vous n'avez pas besoin».

L'effet de la pandémie

La pandémie semble être la principale cause de ces changements. Elle a forcé un nombre record de personnes à travailler à domicile. Certaines personnes vivant dans les grandes villes ont fait le calcul qu'il ne vaut plus la peine de payer plus cher pour vivre en ville simplement pour s'asseoir devant leur ordinateur pour des appels Zoom. Certains ont envie de vivre à la campagne, d'autres veulent vivre plus près de leurs amis et de leur famille, etc.

Les plus petites villes comme Sudbury et North Bay deviennent plus attrayantes pour la qualité de vie.

«Tout le monde commence à se rendre compte que Sudbury est en train de devenir très importante. La ville est en train de devenir un des meilleurs endroits où vivre dans tout le pays», croit Paul Pelland.

Augmentation du niveau d'épargne

Avec moins d'argent à dépenser pour le restaurant, le cinéma, les voyages et d'autres produits et services de luxe, certains Canadiens ont économisé comme jamais auparavant.

Avant la pandémie, les Canadiens épargnaient seulement de 2 à 3 % de leur revenu disponible. Ce pourcentage est passé à 28,2 % au deuxième trimestre de l'année 2020 selon Statistique Canada. Les statistiques montrent que les Canadiens épargnent pour rembourser leur dette et acheter des actifs, comme l'immobilier.



Paul Pelland
— Photo : Courtoisie

NORD ONTARIEN

Investissement ciblé pour les francophones

JULIEN
CAYOUILLE

Par le biais de FedNor, le gouvernement fédéral confie 884 000 \$ à l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) pour lancer le programme Effet multiplicateur Nord. L'AFO espère répéter le succès que ce programme a connu dans le sud de la province pour stimuler l'économie francophone du Nord et permettre à des organismes et des entreprises sociales de traverser la pandémie.

L'AFO estime qu'elle pourra appuyer environ 25 projets avec la possibilité de distribuer entre 5000 et 25 000 \$ à chacun des projets approuvés. L'organisme et le gouvernement espèrent créer 25 emplois et en maintenir 15.

Le président de l'AFO, Carol Jolin, souligne que les sondages menés auprès des membres de l'AFO ont démontré le besoin d'aller chercher de l'argent pour les appuyer.

Le député de Sudbury, Paul Lefebvre — qui a fait l'annonce

au nom de la ministre du Développement économique et des Langues officielles et ministre responsable de FedNor, Mélanie Joly —, croit que la connaissance du réseau francophone donne un avantage à l'AFO pour rejoindre les organismes qui ont vraiment besoin d'argent et d'appui pour faire une demande.

L'AFO organise une session d'information le 26 mars. Les demandes devront être déposées avant le 12 avril.

SUDBURY

Jamais 3 sans 4 : La Nuit sur l'étang de nouveau reportée

La Nuit sur l'étang se voit une fois de plus dans l'obligation de reporter un spectacle. Le fait que le Grand Sudbury soit en zone grise empêche non seulement d'accueillir un public — même restreint —, mais aussi aux musiciens de se réunir pour un simple enregistrement, puisque les rassemblements intérieurs ne doivent pas compter plus de dix personnes. Ainsi, le spectacle En voix d'évasion a été déplacé du 27 mars au 16 mai; première date où tous les artisans étaient à nouveau libres et pour laquelle il y a une chance que la COVID-19 soit sous contrôle dans la région. Les concerts La Nuit sur l'étang prévoit toujours enregistrer la prestation pour une diffusion différée, mais on espère surtout pouvoir à nouveau accueillir le public à cette date. Si vous aviez acheté un billet en salle pour le 27 mars, vous pouvez demander un remboursement ou l'échanger pour le visionnement sur internet. Écrivez à marcel@lanuit.ca pour en faire la demande. (J.C.)

KILLARNEY ET RIVIÈRE DES FRANÇAIS

Service d'incendie

Entente à long terme entre deux villes voisines

Le Service d'incendies de la Rivière des Français desservira la municipalité de Killarney sur une base permanente. Une clause d'expiration sera retirée de l'entente existante en avril. Les élus de ces deux collectivités vont devoir maintenant donner 90 jours d'avis au conseil municipal de l'autre municipalité pour mettre fin au contrat. Depuis 1999, les pompiers de la Rivière des Français répondent aux appels d'aide des résidents de Killarney, malgré la distance de plus d'une centaine de kilomètres qui les séparent. (É.B.)

ONTARIO

Pour en finir avec les «tentations»

PHILIPPE MATHIEU

La députée provinciale de Nickel Belt, France Gélinas s'inspire du Royaume-Uni pour protéger les consommateurs contre les tactiques de vente et de marketing des magasins. Son projet de loi veut interdire la vente d'aliments malsains près de la caisse.

Son nouveau projet de loi, «Fini les tentations» vise à mettre en place des règlements qui restreignent la vente et la commercialisation de gâteries à haute teneur en gras et en sucre, y compris des restrictions sur ce qui peut se trouver à côté de la caisse.

«Va à un magasin à un dollar et attends dans la ligne. Tu vas voir que les produits sont placés stratégiquement pour vendre ces produits qui nuisent à la santé», explique la députée. Depuis que la pandémie a commencé, les files d'attente à la caisse se sont allongées pour promouvoir la distanciation sociale. Selon la députée, cela a tout simplement donné une opportunité aux magasins de placer une plus grande quantité de ce genre de produits.

La députée de Nickel Belt s'est inspirée d'une loi qui a été proposée au Royaume-Uni. Elle a entendu parler de la loi grâce à un membre de la communauté qui l'a portée à son attention : la pharmacienne Rachelle Rocha de Season's Pharmacy et Culinaria, à Sudbury.

Après un examen attentif du projet proposé de l'autre côté de l'océan, elle a décidé de proposer le même concept en l'Ontario.

Passionnée par la santé et la nutrition, Mme Gélinas affirme que cette proposition de loi «aidera les parents». «Quand tu attends en ligne, entouré de cette malbouffe et tes enfants te demandent d'en acheter, il y a plusieurs personnes qui, dans des temps normaux ne l'achèteraient pas, l'achèteront.»

Le projet de la députée du Nord a reçu l'appui de la directrice de la Fondation des maladies du cœur de l'Ontario, Liz Scanlon. «Une bonne nutrition est l'un des facteurs les plus importants d'une bonne santé. La Fondation des maladies du cœur de l'Ontario croit que les politiques publiques peuvent contribuer à encourager une saine alimentation. C'est pourquoi nous appuyons les efforts visant à restreindre la promotion d'aliments hautement transformés à forte teneur en gras, en sodium et en sucre. C'est un facteur important pour faire en sorte que, surtout pour les enfants et les jeunes de l'Ontario, une saine alimentation devienne un comportement permanent.»

ONTARIO

Foyers de soins de longue durée 7510 nouvelles places, mais peu pour les francophones du Nord

JULIEN CAYOUILLE

En annonçant la création de 7510 nouvelles places et la modernisation de 4197 autres dans les centres de soins de longue durée de la province, le gouvernement ontarien a noté que «[r]épondre aux besoins des francophones était l'un des critères de sélection des nouveaux projets». Par contre, seul Hearst fait partie de la liste des projets pour les francophones dans le Nord de l'Ontario.

Le Foyer des Pionniers à Hearst a reçu le financement pour créer 12 nouvelles places, ce qui portera le nombre total de lits à 79.

À Sudbury, le Manoir des pionniers recevra les fonds pour construire un nouvel édifice qui ajoutera 38 places et en modernisera 122 autres. Le Manoir aura 444 places lorsque la construction sera terminée.

Le gouvernement dit avoir investi 933 millions \$ dans 80 projets, mais le montant remis à chacun n'est pas précisé.

La Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario (FARFO) est satisfaite que près de 10 % des places créées le soient pour les francophones. Sept projets sont spécifiquement destinés à cette clientèle. Elle juge que le grand nombre de projets pour les plus grandes villes représente l'augmentation des besoins dans ces régions.

«Cette annonce vient appuyer directement des recommandations faites par la FARFO et l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario

(AFO) dans le cadre du *Livre blanc sur le vieillissement des francophones en Ontario*», déclare l'organisme par voie de communiqué.

De son côté, l'opposition néodémocrate condamne plutôt la décision du gouvernement de continuer à financer un système de soins de longue durée géré en majorité par des entreprises privées qui ont «permis à d'horribles souffrances, à la négligence, à la maladie et la mort de proliférer dans leurs établissements pendant la pandémie». La cheffe du NPD, Andrea Howarth, souligne aussi que le plan conservateur pour ces nouvelles places s'étire jusqu'en 2031, de qu'elle considère beaucoup trop tard.

Ailleurs dans le Nord, en plus de Hearst et Sudbury, Geraldton aura 32 nouvelles places, Iroquois Falls 27, Sault-Ste-Marie 96, Nipigon 30 et Wikwemikong 37.

À long terme, l'Ontario a promis de créer 30 000 nouvelles places pour les soins de longue durée afin d'accueillir le nombre grandissant de personnes âgées.

GRAND SUDBURY

Vaccin COVID-19 : Accélération et hésitation



Les cliniques de vaccination à Sudbury-Est et Rivière des Français ont débuté il y a deux semaines. — Photo : Centre de santé Univi

VENANT NSHIMYUMURWA

La vaccination contre la COVID-19 a commencé lentement dans le Nord de l'Ontario. Santé publique Sudbury et districts publiait qu'au 10 mars, 10 412 personnes avaient reçu leur première dose et 1 706 avaient été complètement vaccinées dans son territoire. L'immunisation a commencé par les personnes les plus fragiles et les plus à risques. Parmi celles-ci, il y en a qui hésitent encore à se préinscrire pour prendre le vaccin.

À côté des résidents des centres de soins de longue durée, le personnel des maisons de retraite et des lieux d'hébergement pour les personnes âgées était prioritaire pour recevoir le vaccin contre la COVID-19. Certains membres de ce personnel ne se sont pas fait vacciner.

Le nombre de refus dans la zone couverte par Santé publique Sudbury et districts (SPSD) n'est pas connu. «Pour la préinscription, ceux qui veulent se faire vacciner passent par le système de réservation. C'est leur choix, ou non, de remplir le formulaire à travers le système électronique sur le site du bureau de santé publique ou d'appeler au téléphone. Nous, on reçoit seulement l'information de ceux qui sont intéressés», explique l'infirmière-hygiéniste de PSD, Nathalie Philippe.

Trop vite développé pour rassurer certains

Ceux qui hésitent disent ne pas être prêts pour le vaccin. Se confiant au *Voyageur*, ils ont avancé leurs raisons. «Je n'ai pas pris le vaccin. Pour moi, il y a encore des mystères. C'est la peur de l'inconnu. Ce vaccin ne fonctionne pas de la même façon que les vaccins auxquels nous sommes habitués. Devant la complexité de la maladie elle-même, une maladie que personne ne maîtrise encore et pour laquelle on développe aussi rapidement un vaccin, ça me rend perplexe», dit une infirmière de Sudbury qui a requis l'anonymat.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et Santé Canada ont approuvé les vaccins contre la COVID-19 actuellement administrés après en avoir évalué la qualité, l'innocuité et l'efficacité. Sur ce,

cette infirmière répond : «Dans le passé, l'OMS a approuvé des médicaments et au bout de quelques cinq, dix ans, on nous a raconté d'autres histoires contraires à ce qu'on nous avait laissé croire. Je peux donner l'exemple du médicament Ranitidine, qui aide pour le reflux d'acide gastrique. A un certain moment, on l'a retiré du marché parce qu'il se pourrait qu'il fût relié à beaucoup de problèmes cardiaques et même à certaines morts».

Accélération de la distribution des premières doses

Un récent communiqué de presse de Santé publique Sudbury et districts annonçait qu'en Ontario, l'intervalle entre la première et la deuxième dose de vaccin contre la COVID-19 est prolongé jusqu'à 16 semaines. Cela permet d'augmenter la distribution sur le territoire de Santé publique Sudbury et districts et d'offrir à plus de gens leur première dose de vaccin contre la COVID-19. La décision découle du fait que l'approvisionnement en doses de vaccin contre la COVID-19 est limité et correspond aux recommandations du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI). Santé publique reporte donc tous les rendez-vous pour la deuxième dose qui ont déjà été planifiés.

Depuis le 19 mars, les travailleurs en soins de santé, les personnes âgées de 75 ans et plus et les personnes qui reçoivent des soins à domicile pour un problème de santé chronique sont invités à se préinscrire à la vaccination contre la COVID-19.

Pour ceux qui sont déjà vaccinés, il leur est rappelé que les mesures

sanitaires et sécuritaires doivent toujours être observées. «Même si vous êtes immunisés, il faut mettre en pratique ces mesures. Le vaccin prend un peu de temps pour fonctionner dans le corps humain. Il faut continuer à suivre les mesures pour s'assurer une bonne protection. Puis continuer à protéger le reste de la communauté avec laquelle on interagit», conseille Nathalie Philippe.

Première clinique de vaccination à Sudbury-Est

Le mois de mars a démarré avec l'administration des premières doses du vaccin contre la COVID-19 à Sudbury-Est et Rivière des Français. Les travailleurs de la santé de la région ont été vaccinés en premier lieu.

Le comité de mise en œuvre du vaccin contre la COVID-19 travaille avec PSD afin d'identifier les individus dans les groupes prioritaires éligibles pour recevoir le vaccin pendant la première phase. Les cliniques communautaires d'immunisation de masse pour Sudbury-Est auront lieu aux centres communautaires d'Alban et de St-Charles. «Il s'agit d'un pas de plus vers la fin de la pandémie», laisse espérer la directrice générale du Centre de santé Univi, Nicole Plante Dupuis.

L'Ontario a mis en place un plan de vaccination en trois phases. Après la première phase qui donne la priorité aux personnes les plus exposées aux maladies graves et à celles qui s'en occupent, la phase suivante couvrira la période d'avril à juillet 2021. Seront concernés les adultes de 60 à 79 ans par tranches de 5 ans, les milieux collectifs à risque élevé, les personnes souffrant de maladies chroniques à risque élevé et leurs aidants puis la population à risque.

La troisième phase enfin est prévue en juillet. Seront vaccinés à ce moment-là les adultes de 59 ans et moins. Les deux vaccins contre la COVID-19 administrés en Ontario pour l'instant sont Pfizer et Moderna.

L'Université de Sudbury, institution francophone : entre incertitude et défis

BRUNO
COURNOYER PAQUIN | Franco
presse

L'Université de Sudbury a l'intention d'abandonner son statut trilingue et catholique pour devenir francophone et non confessionnelle, annonçait le recteur John Meehan en conférence de presse le 12 mars. Cette annonce survient alors que l'Université Laurentienne s'est mise à l'abri de ses créanciers et doit proposer un plan de restructuration d'ici la fin avril. Dans ce contexte, le projet de l'Université de Sudbury est confronté à un avenir incertain.

Le recteur John Meehan a annoncé, en présence de représentants de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), que l'Université de Sudbury deviendrait une institution «par, pour et avec» la communauté francophone.

Il s'est aussi montré ouvert à entamer un dialogue avec les communautés autochtones pour entreprendre une démarche similaire.

L'Université de Sudbury offre présentement cinq programmes, dont deux — Folklore et ethnologie et Études journalistiques — sont francophones.

Établissement est présentement membre de la Fédération de l'Université Laurentienne, dont le membre titulaire s'est placé sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies en février dernier et doit présenter un plan de restructuration sous peu.

Questionné à savoir si l'Université de Sudbury pourrait récupérer certains programmes francophones qui feraient les frais de cette restructuration, le recteur Meehan a souligné que «ce sera à la communauté et au gouvernement de décider où seront les programmes et qui va gérer ces programmes-là».

Le ministre des Collèges et Universités de l'Ontario, Ross Romano, a affirmé en conférence de presse que le gouvernement provincial demeurerait «engagé envers l'Université Laurentienne», sans toutefois donner plus de précisions à cause de la confidentialité imposée par les procédures judiciaires en cours.

Les recteurs de l'Université de Sudbury et de l'Université Laurentienne ont refusé les demandes d'entrevues de Francopresse pour cet article.

Une annonce qui porte à réflexion

Selon le président de l'AFO, Carol Jolin, les membres du Conseil des régents de l'Université de Sudbury étaient très bien placés pour connaître la situation de l'Université Laurentienne. «Mon impression est qu'ils ont vu très rapidement que l'Université Laurentienne allait passer à travers une restructuration extrêmement importante et que les cours en français risquaient ou risquent d'être coupés de façon drastique», indique-t-il.

Le professeur à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, François Charbonneau, pense que l'Université de Sudbury «tente de se repositionner pour sauver les billes [...] occuper un créneau que l'Université Laurentienne a toujours refusé d'occuper».

Pour le politologue, l'annonce du recteur Meehan place la province devant un fait accompli :

cette déclaration publique placerait «l'odieuse du refus» sur le dos du gouvernement ontarien.

L'ancien sous-ministre adjoint à ce qui s'appelait alors l'Office des Affaires francophones de l'Ontario, Daniel Cayen, espère «que le gouvernement de l'Ontario est à l'écoute et qu'il va réagir favorablement à ce que l'Université de Sudbury a annoncé. Ce n'est pas un secret pour le gouvernement de l'Ontario que les francophones de l'Ontario réclament la gestion scolaire au niveau universitaire depuis 40 ans 50 ans».

François Charbonneau souligne aussi qu'il est bien connu que les institutions bilingues — particulièrement celles comme l'Université Laurentienne, où 90 % des étudiants sont anglophones — créent des situations où «le français est invisible».

Un défi de taille

Si l'Université de Sudbury réussissait «à rapatrier les 1300 étudiants qui étudient en français [à la Laurentienne], ça changerait complètement la nature de cette université», croit François Charbonneau.

«C'est gigantesque, parce que vous avez besoin de faire énormément de choses. Il y a un avantage, c'est que vous avez déjà une sorte de structure qui existe, mais ce n'est pas une structure qui est adaptée. Vous allez passer d'une institution minuscule, qui est habituée à gérer quelques programmes avec un nombre très restreint de profs et, du jour au lendemain» devoir gérer une croissance importante, ajoute-t-il.

Plusieurs des programmes offerts en français par l'Université Laurentienne sont complexes, note aussi François Charbonneau. «Est-ce qu'ils [l'Université de Sudbury] vont avoir les reins assez solides pour les offrir? Ils n'ont



Daniel Cayen, sous-ministre adjoint à la retraite de l'Office des Affaires francophones de l'Ontario, aujourd'hui le ministre des Affaires francophones. — Photo : Courtoisie

aucune habitude à donner de la formation en sciences de la santé, par exemple. Est-ce qu'ils vont avoir les moyens de donner des cours en sciences de la santé?»

«Il y a plein de trucs qu'ils vont devoir construire à partir de rien [...] Et il y a plein de trucs qui sont plus banals, mais qui sont tout aussi problématiques : les locaux, qu'est-ce qu'ils vont pouvoir offrir comme... est-ce qu'ils veulent déménager? Se faire construire un nouveau campus? La liste de choses à faire est littéralement infinie, mais tout est possible», imagine François Charbonneau.

Et tout cela dépend de la volonté de Toronto à soutenir le processus : la province devra accepter de financer l'Université — «le nerf de la guerre» — et approuver ses programmes, rappelle le professeur de l'Université d'Ottawa.

Pour Daniel Cayen, il sera nécessaire de procéder par étape : «La première étape, c'est que si on peut obtenir une charte et un engagement du gouvernement, il va y avoir une université francophone à Sudbury.»

«Après ça, ajoute l'ex-sous-ministre adjoint, il faut avoir un processus de réflexion profonde pour déterminer ce que va faire cette université, quelle va être la programmation, qu'est-ce qui ce passe avec la programmation francophone de l'Université Laurentienne : est-ce que c'est rapatrié, comment, quels sont les budgets, quelles sont les relations que cette institution aurait avec l'Université d'Ottawa, l'Université de l'Ontario



François Charbonneau, professeur à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. — Photo : Archives Francopresse

français (UOF), tout ça», énumère Daniel Cayen.

Un autre projet «à la pièce»

François Charbonneau déplore la démarche «à la pièce» devant laquelle se retrouvent encore une fois les Franco-Ontariens : «Je ne suis pas contre le principe qu'on ait une université de langue française à Sudbury, mais j'aurais espéré que ce type d'initiative s'inscrive dans une réflexion plus profonde et bien menée, c'est-à-dire qu'on reprenne le travail de cabochon qui a été fait la dernière fois par le rapport Adam [qui a mené à la création de l'UOF] et qu'on fasse quelque chose qui a de l'allure pour voir quels sont les réels besoins des communautés.»

Daniel Cayen abonde dans le même sens : «On crée ces institutions-là sans réflexion profonde sur quelle forme devrait prendre l'éducation universitaire de langue française en Ontario.»

Il faut «une réflexion panprovinciale. Quand j'étais au gouvernement de l'Ontario, quand on le proposait on se faisait taper dessus. On disait “non, non, *over my dead body*”, rapporte Daniel Cayen.

Pour François Charbonneau, des «signaux d'alarme» devraient résonner dans le bureau du ministre des Collèges et Universités de l'Ontario, Ross Romano : la situation de l'UOF est «un désastre», l'Université Laurentienne est au seuil de la banqueroute et les institutions qui «tirent leur épingle du jeu», comme l'Université de Hearst, sont de trop petite taille pour être structurantes.

«Donc vous avez une espèce de réseau brinquebalant et vous avez aussi des endroits où on est capable d'offrir des programmes en français de qualité, soutenus [...] comme à l'Université d'Ottawa. Donc tout ça doit être mis sur la table et réfléchi de manière intelligente, sans chasse gardée», soutient François Charbonneau.

«Il faut une coordination panprovinciale. On n'a pas les moyens, les reins assez solides pour avoir, par exemple, une faculté d'éducation, de droit, de médecine dans chacune de ces institutions-là. On a des moyens technologiques aujourd'hui qui pourraient nous permettre de travailler un peu plus en réseau», ajoute le politologue.

Daniel Cayen estime lui aussi qu'il doit y avoir «un travail de réflexion sur la structure provinciale pour l'éducation universitaire de langue française. Quelles devraient être les relations entre l'UOF, l'Université de Sudbury, l'Université d'Ottawa, etc.»

L'Université Laurentienne brouille les cartes

Le recteur de l'Université Laurentienne, Robert Haché, a jugé bon de rappeler, par voie de communiqué, que l'institution qu'il dirige demeure un «flambeau de la francophonie ontarienne».

«Nous nous engageons à assurer l'avenir de la Laurentienne en qualité d'université où la pro-



Joel Belliveau, professeur au Département d'histoire de l'Université Laurentienne et membre du comité de coordination du Regroupement des professeurs francophones (RPF). — Photo : Magali Belliveau

grammation et l'enseignement de langue française sont valorisés et notre caractère bilingue est célébré et continuerons à concrétiser cet objectif tout au long de notre restructuration», y soutient Robert Haché.

Le professeur au Département d'histoire de l'Université Laurentienne et membre du comité de coordination du Regroupement des professeurs francophones (RPF), Joel Belliveau, trouve que la position du recteur est «déplorable» : «On exclut d'emblée de considérer autre chose. On ne prend pas le temps de réfléchir aux différentes possibilités qui s'offrent à nous. On ne considère pas les nombreuses demandes de la communauté et du corps professoral pour une gouvernance autonome pour les programmes francophones.» Joel Belliveau précise exprimer sa position personnelle, non celle du RPF.

«Qu'on fasse cette sortie-là me semble être une défense des acquis qui a un peu mauvais goût en ce moment-ci [...] L'Université déclare examiner toutes les possibilités pour la restructuration, mais il y a une idée qui vient de l'extérieur et “boom”! dès le prochain jour ouvrable, on dit que “non, non, ce n'est pas dans les cartes”», se désole Joel Belliveau.

Daniel Cayen, lui-même un ancien de l'Université Laurentienne, souligne que «les universités bilingues, à chaque fois qu'elles se sentent un peu menacées par des revendications, commencent à faire des promesses : “Oui, oui c'est important pour nous la programmation en langue française”. Si c'est vrai, pourquoi c'est toujours la première chose qui est sacrée quand il y a des compressions budgétaires?»

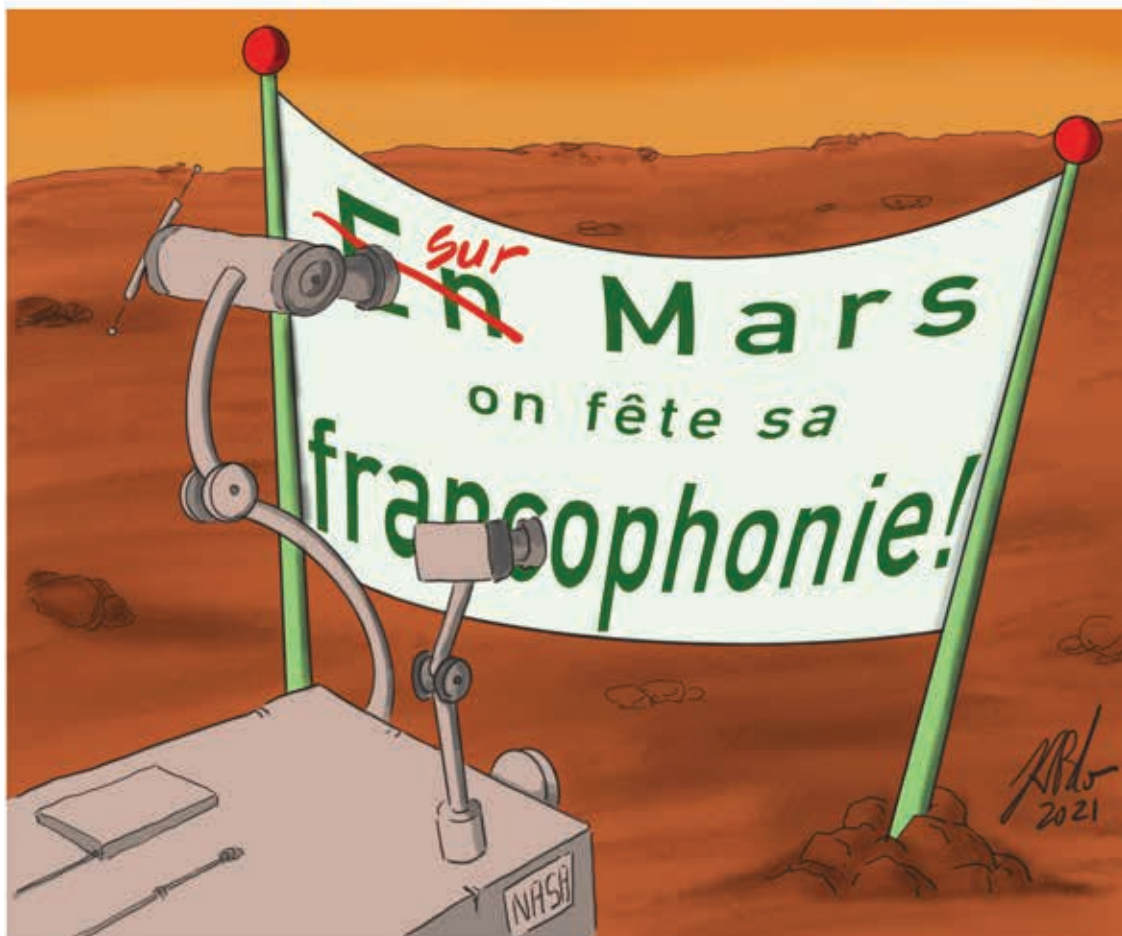
De son côté, François Charbonneau rappelle que «les programmes en français et le développement des programmes en français à la Laurentienne sont négligés depuis des années. Et c'est un problème de nature institutionnelle. C'est-à-dire que vous pouvez mettre autant de francophones que vous voulez à la tête de cette institution, quand 90 % de tes étudiants sont anglophones, ça devient extraordinairement difficile que ce lieu-là ne devienne pas anglo-dominant.»



Carol Jolin, président de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO). — Photo : Simon Séguin-Bertrand - Le Droit

LES IMPROBABLES

par JABLO



LE VOYAGEUR journal

Ce journal est conforme à l'orthographe rectifiée.

Les opinions exprimés dans le Courrier des Lecteurs n'engagent que l'auteur de la lettre.

336, rue Pine, bureau 302
Sudbury (Ontario)
P3C 1X8Téléphone : 705-673-3377
Sans frais : 1-866-926-3997
Télécopieur : 705-673-5854
Courriel : levoyageur@levoyageur.ca

Équipe de direction

Guy Rouleau
Julien Cayovette
Karine Tellier
Administration, distribution
Guy Rouleau, poste 6203
administration@levoyageur.ca
Directrice du marketing
Karine Tellier, poste 6214
karine.tellier@levoyageur.ca
Directeur de l'information
Julien Cayovette, poste 6209
levoyageur@levoyageur.caJournalistes
Éric Boutilier (Nipissing)
eric.boutilier@levoyageur.ca
Philippe Mathieu (Sudbury)
journaliste@levoyageur.caPigiste
Andréanne Joly
Stagiaire Université de Sudbury
Venant NshimyumurwaCorrespondants.es
Initiative de journalisme localÉditorialiste
Réjean Grenier
Critique littéraire
Camille Conr e
Maquettistes, graphistes
Manon Roussel
Julien Cayovette
Caricaturistes
Bado
Jacques-André Blouin

On appelait «voyageurs» les gens qui faisaient le trafic des fourrures entre Montréal et Fort William, aujourd'hui Thunder Bay. Pour se rendre à Fort William, les voyageurs devaient passer par la rivière des Français et les lacs Huron et Supérieur. Certains se rendaient aussi au poste Brunswick House, au sud de Kapuskasing, ou empruntaient la rivière Missinaibi pour se rendre jusqu'à la baie James. Ces voyageurs transportaient vivres et fourrures, mais acheminaient aussi des messages et les nouvelles qu'ils glanaient le long de leur parcours. Le journal *Le Voyageur* est fier de perpétuer cette tradition.

HEURES D'OUVERTURE
9 h   16 h du lundi au vendredi

- Les lettres à la rédaction seront publiées si l'auteur est identifié.
- L'heure de tombée pour les annonces est le jeudi à 14 h.
- Représentation nationale : ligne agates marketing 1-866-411-7486
- Nos annonceurs ont jusqu'au lundi à midi pour corriger une publicité.
- La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

Toute personne qui envoie une lettre ou une photo pour être publiée dans le journal assigne implicitement et sans appel ses droits d'auteur aux Publications Voyageur Inc.

Le Voyageur, propriété de Publications Voyageur inc. Imprimé par Journal Printing, 309, rue Douglas, Sudbury. Distribution : 2 115 + 15 500 copies électroniques • Les idées exprimées dans *Le Voyageur* ne sont pas nécessairement celles de la direction. Le Voyageur est un hebdomadaire. Courrier 2  classe, Envoi de Post-publications - Numéro de convention 40012374 • MEMBRE : • L'Association de la presse francophone • Canadian Community Newspaper Association. Le but de notre journal est de promouvoir la langue française. • Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Abonnements (inclus le journal et les cahiers spéciaux)

1 an = 60 \$ - 2 ans = 100 \$ - 3 ans = 135 \$ • Aînés et étudiants : 1 an = 50 \$ - 2 ans = 80 \$ - 3 ans = 105 \$ • A l'étranger : 1 an = 125 \$ • Multiple : 5-20 abonnements = 40 \$ par année - 21-500 = 30 \$ par année • Institutionnel : Plus de 500 abonnements = 20 \$ chacun par année

ÉDITORIAL

Lettre à l'ambassadeur de Chine

Ambassadeur Cong Peiwu
Ambassade de Chine
515, rue St-Patrick,
Ottawa ON K1N 5H3

Votre excellence,

Comme vous le savez, nous Canadiens sommes d'habitude très polis. Mais je vous avertis, mes propos dans cette lettre ne sont pas polis. Si cela vous incommode, vous pouvez cesser de lire maintenant.

D'abord, permettez-moi d'expliquer la difficulté que j'ai à m'adresser à vous en utilisant votre titre protocolaire d'Excellence. C'est simple, je ne crois vraiment pas que vous méritez ce titre. L'excellence, voyez-vous, est un état qui se bâtit et se manifeste quotidiennement dans toutes nos paroles et nos gestes. Or, depuis votre nomination au Canada, vos commentaires au sujet de mon pays démontrent plutôt que vous ne savez que japper les ordres du parti communiste chinois.

Je pourrais dresser une liste fort exhaustive des déclarations, menaces et autres exhortations que vous avez proférées depuis bientôt deux ans. Il me suffit cependant de démontrer ici l'inexactitude et la mauvaise foi liées à votre récente défense du semblant de procès subi par mon compatriote, Michael Spavor.

Dans votre communiqué de vendredi dernier, publié quelques heures après le procès de Spavor — ben oui, ce n'était pas tout planifié — vous affirmez que la Chine est un pays qui respecte la règle de droit. Or la Chine n'a jamais expliqué les allégations qui pèsent contre Spavor et nos diplomates n'ont pas pu assister au procès. Ce qui va à l'encontre de la convention de Genève sur les relations consulaires et au traité consulaire entre le Canada et la Chine. Sans parler d'un procès de deux heures, sans témoins de la défense, pour des accusations comportant une peine d'emprisonnement à vie. Et la Chine serait un pays de droit?

Dans votre communiqué mensonger, vous indiquez de plus que les autorités judiciaires chinoises traitent les cas des deux Michael de façon indépendante. Voyons donc! Quand un pays se vante d'obtenir des verdicts de culpabilité dans 99 % des cas, il est clair que le juridique répond à une autorité supérieure, c'est-à-dire au parti communiste chinois. Vous nous prenez vraiment pour des idiots.

Vos commentaires démontrent aussi que vous êtes un adepte de la langue fourchue. Depuis l'arrestation des deux Michael, vous et votre pays ne cessez de crier sur tous les toits que ces arrestations n'ont rien à voir avec l'arrestation, au Canada, de Madame Meng Wanzhou en réponse à une demande d'extradition des  tats-Unis. Que les arrestations des deux Michael aient eu lieu quelques jours plus tard ne veut rien dire, selon vous. Or dans votre récente publication, vous liez les deux affaires et demandez au gouvernement canadien de relâcher Madame Wanzhou. Pas très intelligent.

 videmment, vous ne comprenez rien aux traités d'extradition, la Chine n'en ayant qu'avec d'autres dictatures, souvent de tradition communiste. Le Canada n'a pas de traité d'extradition avec la Chine. Et nous n'en aurons jamais. Ce n'est pas dans nos habitudes de livrer des gens à des pays gouvernés par des régimes sans foi ni loi.

P.S. Je ne vous enverrai pas cette lettre par la poste, vous ne valez pas le prix d'un timbre-poste. De toute façon, je suis certain que vos espions sauront bien la trouver.

Réjean Grenier



COURRIER DES LECTEURS

LETTRE OUVERTE

L'Université de Sudbury vue au prisme de l'histoire

L'annonce faite le 12 mars par le recteur de l'Université de Sudbury, John Meehan, s.j., que son institution deviendrait pleinement francophone et non confessionnelle en a surpris plus d'un. Qu'un recteur d'université bilingue adopte une telle position, c'était, à proprement parler, du jamais vu en Ontario français. Il fallait le voir, ainsi que le président du conseil des régents, Pierre Riopel, entouré de la haute direction de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), affirmer sans ambages que, désormais, l'Université de Sudbury liait pleinement son destin à celui de la communauté franco-ontarienne. Sur le plan symbolique, l'image était forte. À ce geste, l'Université de Sudbury en ajoutait un autre, tout aussi puissant, en proposant d'œuvrer à l'autonomisation de son programme d'études autochtones selon le principe du «par, pour et avec».

Il va sans dire que les déboires financiers que connaît actuellement l'Université Laurentienne y sont pour beaucoup, dans cette décision, d'autant que la communauté universitaire francophone craint, non sans raison, pour l'avenir de ses programmes de langue française. Mais les crises, surtout les plus graves, engendrent parfois des effets de réfraction capables de réorienter les perspectives et de laisser entrevoir de nouvelles avenues, lorsqu'il ne s'agit pas, tout simplement, d'en redécouvrir de plus anciennes. Autant l'annonce du 12 mars était inattendue, autant elle renouait avec la tradition politique séculaire de la communauté franco-ontarienne, laquelle a consisté, historiquement, à revendiquer sa pleine autonomie institutionnelle sur un espace social aussi étendu que possible, en particulier dans le champ de l'éducation.

Dans son incarnation actuelle, l'Université de Sudbury date de 1957, ce qui suffit pour faire d'elle la plus ancienne des universités du Nord-Est ontarien. Sa véritable fondation remonte cependant au début du 20^e siècle, alors que les Jésuites de langue française mettaient sur pied, sans fanfare ni trompette, le Collège du Sacré-Cœur (1913-1967). Pendant plus d'un demi-siècle, cette institution, qui s'inscrivait dans la plus pure tradition des collèges classiques du Canada français, s'était donné la lourde mission non seulement d'assurer la formation intellectuelle de l'élite canadienne-française du nord de l'Ontario, mais de contribuer à faire de ses élèves des citoyens agissant crânement dans la Cité sur le triple plan culturel, social et spirituel, conformément aux prémisses du catholicisme social, idéologie largement répandue dans les milieux intellectuels de l'époque. Faut-il rappeler que le Collège du Sacré-Cœur fut fondé alors que battait son plein la célèbre crise du Règlement 17 (1912-1927), qui interdisait l'usage du français, à quelques exceptions près, dans les écoles de la province? Dans un tel contexte, la mise sur pied d'un collège classique à Sudbury tenait du pied de nez.

L'engagement des Jésuites au regard de la jeunesse canadienne-française traduisait ainsi la conscience aiguë qu'ils avaient des défis particuliers qui pesaient sur elle dans le nord de l'Ontario (minorisation, marginalisation socioéconomique, assimilation linguistique et culturelle, sous-scolarisation, etc.), et que seule une action musclée permettrait de relever. Avec le Collège Notre-Dame, mis sur pied en 1948 par les Sœurs grises pour desservir la jeunesse féminine¹, le Collège du Sacré-Cœur comptait parmi les institutions phares du développement culturel de la population canadienne-française de Sudbury et du Nouvel-Ontario. Il n'est donc pas étonnant que ce soit sur son ancien site, en plein cœur du Moulin-à-fleur, quartier ouvrier historiquement canadien-français, que l'on choisit, en 2008, d'ériger un des Monuments de la francophonie de l'Ontario : comme lieu de mémoire, on pouvait difficilement trouver plus approprié.

Depuis 1914, le Collège du Sacré-Cœur disposait d'une charte provinciale lui accordant le droit de créer des institutions universitaires. Après quelques faux départs, les Jésuites s'en prévalurent finalement

en 1957 pour créer l'Université de Sudbury, qui serait pourtant bilingue. À l'origine, leur intention avait été d'en faire une institution française, mais ils eurent tôt fait de comprendre qu'un tel projet allait à contrecourant de l'idéologie du bilinguisme qui, déjà à la fin des années 1950, avait commencé à s'imposer dans les milieux politiques. Autre problème à l'horizon : le gouvernement ontarien refusait de financer les universités confessionnelles.

C'est ainsi qu'en 1960, les Jésuites s'associèrent avec les nouvelles universités Thorneloe (anglicane) et Huntington (Église-Unie) pour créer la fédération de l'Université Laurentienne, bilingue et non confessionnelle, par laquelle ils purent toucher au financement étatique. Le choix qui s'était offert à eux n'était pas sans comporter quelque chose de cornélien : mettre sur pied une université française pleinement autonome, mais moins fortunée, ou se soumettre au bilinguisme institutionnel, porteur, pour des raisons politiques, de moyens matériels plus substantiels. La nouvelle fédération ne fit pas l'unanimité, cependant. L'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO), l'ancêtre de l'AFO actuelle, déplora, avec d'autres, que les Jésuites eussent tourné le dos à leur propre histoire, une critique qui reviendrait périodiquement au cours des décennies suivantes.

Faute de grives, on mange des merles. Ce serait donc aux universités Laurentienne et de Sudbury d'endosser le fardeau de la pérennisation de l'enseignement supérieur de langue française dans le Nord. Il est indéniable que celles-ci ont contribué de multiples manières, depuis, au dynamisme culturel et intellectuel de la population franco-ontarienne. Mais il est tout aussi indéniable que les francophones y ont subi, depuis 1960, un processus de minorisation constant, ce qui a eu pour conséquence de réduire d'autant l'influence qu'ils y exercent. Le passé n'est pas garant du futur, mais dans l'histoire de l'éducation franco-ontarienne, force est de constater que le bilinguisme institutionnel n'a souvent fait que meubler l'attente : les écoles «bilingues» (primaires et secondaires), les collèges communautaires bilingues, les conseils scolaires bilingues, tous ont donné lieu à des institutions de langue française autonomes dans la seconde moitié du 20^e siècle.

«Qui, aujourd'hui, peut concevoir une société moderne sans université?», se demandait l'historien Gaétan Gervais en 1985. Quelque trente-cinq ans plus tard, la question n'a rien perdu de son actualité, à l'évidence. L'université a pour fonction, par définition, de favoriser la connaissance «universelle». Mais il ne s'agit pas d'une institution déracinée ou abstraite pour autant, car elle contribue, dans le même mouvement, à construire la société à laquelle elle est liée et qui lui donne sa raison d'être. Pour les militants de l'autonomie institutionnelle, il s'agit donc de fournir aux Franco-Ontariens le moyen d'accéder à la connaissance universelle en tant que Franco-Ontariens, depuis un lieu qu'ils ont eux-mêmes humanisé, historiquement, et non selon les prémisses sociétales de la majorité.

Pour l'Ontario français, comme pour toute minorité prétendant à l'autonomie institutionnelle et intellectuelle, la question universitaire n'est rien de moins qu'existentielle. L'annonce du 12 mars la soulève encore une fois.

Michel Bock
Professeur d'histoire franco-ontarienne à
l'Université d'Ottawa
Ancien étudiant des universités Laurentienne
et de Sudbury

François-Olivier Dorais
Professeur d'histoire à l'Université du Québec
à Chicoutimi

Marcel Martel
Professeur d'histoire à l'Université York

LETTRE OUVERTE

Université de Sudbury
La gouvernance par et pour
la minorité francophone,
un concept validé par les
tribunaux et l'expérience

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous avons pris connaissance de l'annonce vendredi dernier de l'Université de Sudbury, qui s'est résolue de revenir à ses racines francophones et de se constituer en tant qu'université de langue française gérée par et pour la francophonie ontarienne. Cette proposition a le potentiel de changer la donne de l'éducation post-secondaire en français dans le Nord de l'Ontario, voire, dans l'ensemble de la province.

Nous saluons la sagesse de mandater «le recteur de l'Université de Sudbury de prendre toutes les démarches requises pour que l'Université de Sudbury devienne, dans les meilleurs délais, une université gérée et contrôlée par et pour la francophonie ontarienne» où la langue de travail, la programmation et les services seraient assurés en français. L'une des missions centrales de la nouvelle Université de Sudbury serait de former «les professionnels requis pour mettre en œuvre l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés en Ontario*». Le maintien d'une faculté d'éducation de langue française dans le Nord de la province nous apparaît effectivement essentiel à la vitalité de la francophonie ontarienne.

Plus lumineuse encore est l'idée de confier la gestion et le contrôle de l'Université de Sudbury à la communauté franco-ontarienne. La gestion «par et pour» est un principe maintes fois validé par les tribunaux judiciaires et l'expérience des communautés francophones minoritaires partout au pays. Comme l'a reconnu la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Mahé c Alberta* en 1990 :

«Cette gestion et ce contrôle sont vitaux pour assurer l'épanouissement de leur langue et de leur culture. Ils sont nécessaires parce que plusieurs questions de gestion en matière d'enseignement (programmes d'étude, embauchage et dépenses, par exemple) peuvent avoir des incidences sur les domaines linguistique et culturel. ... [L]es minorités linguistiques ne peuvent pas être toujours certaines que la majorité tiendra compte de toutes leurs préoccupations linguistiques et culturelles.»

30 ans et 30 conseils scolaires de langues françaises plus tard, les leçons de l'arrêt *Mahé* ne font aucun doute : le par et pour est une formule gagnante.

La gestion et le contrôle ne vaut pas uniquement au primaire et secondaire. Rappelons que les ministères des Collèges et Universités de l'Ontario et de l'Éducation ont récemment donné leur aval à ce modèle de gestion en 2020 dans le sud de la province. Ils pourraient tout aussi bien l'approuver pour le nord.

Le recteur de l'Université Laurentienne affirme vouloir maintenir le caractère bilingue de cette institution contre vents et marées. Il demeure cependant que l'avenir de l'Université Laurentienne, et celui de la programmation universitaire en français dans le Nord de l'Ontario, demeurent incertains.

Dans ce contexte, il nous apparaît salutaire qu'une institution comme l'Université de Sudbury se porte garante de sa pérennité. Celle-ci est déjà partie prenante aux procédures de médiation entreprises en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Avec l'appui de l'Assemblée de la francophonie ontarienne et éventuellement de celui de mouvements communautaires issus des secteurs de l'économie, des services sociaux, de l'immigration, de la santé, des services communautaires et des arts et de la culture, la nouvelle Université de Sudbury pourrait un jour bientôt se positionner comme l'Université du Nouvel Ontario (idée de nom complètement gratuite).

François Larocque,
titulaire de la Chaire de recherche, Droits et enjeux
linguistiques; professeur titulaire à la Faculté de droit,
Section de common law, de l'Université d'Ottawa

Stéphanie Chouinard,
professeure adjointe au Département de science politique du
Collège militaire royal (Kingston) / Queen's University

1 Au moment de sa fondation, le Collège Notre-Dame portait plutôt le nom de Pensionnat Notre-Dame-du-bon-conseil.

CHRONIQUE

Le sport; l'autre enfant pauvre de l'Ontario français

ÉRIC
BOUTILIER

Les discussions entourant l'avenir de l'Université Laurentienne et de l'éducation de langue française dans le Moyen-Nord me font penser à la réalité à laquelle certains amateurs, athlètes et journalistes en situation minoritaire sont confrontés dans le monde du sport.

Je ne parle pas nécessairement de la langue utilisée sur la surface de jeu. Non. Il s'agit plutôt des méthodes employées par la faculté des sports pour faire la promotion et le partage d'informations relatives aux Voyageurs et dans l'ensemble des circuits du niveau post-secondaire de la province.

La Laurentienne se vante d'être une institution qui valorise l'anglais et le français. Elle est — en principe — un établissement d'enseignement supérieur bilingue.

Mais en pratique, c'est la langue de Shakespeare qui domine lorsqu'on descend au gymnase

Ben Avery pour voir une partie ou lorsqu'on visite le site web des Voyageurs pour obtenir des renseignements sur une équipe.

Depuis que j'exerce le métier de reporter au journal *Le Voyageur*, j'ai reçu plus d'une centaine de communiqués de presse et de résumés de matchs émis par le service des sports de la Laurentienne. Je n'en ai reçu que 19 en français.

Je suis allé prendre un nombre

incalculable de photos de matchs de basketball des Voyageurs et, à chaque fois, on ne retrouve que le nom «Laurentian» sur les uniformes.

Ce n'est donc pas surprenant que *Le Voyageur* ait publié en 2018 un reportage signalant l'absence de mises à jour sur la page francophone de la plupart des équipes sportives de cette institution.

Inutile de dire qu'il y a un véritable parallèle entre la disparition de programmes et de services offerts aux étudiants francophones et le manque de contenu sportif dans la langue de Molière.

C'est une situation qui complique davantage le travail des journalistes œuvrant dans les médias francophones, car plusieurs de nous dépendent de ces ressources afin de bien renseigner le public des activités qui ont lieu sur le campus.

La promotion du sport en français n'était-elle jamais une priorité pour les dirigeants de cette université?

Bien entendu que lorsque j'ai besoin de renseignements des Vipères du Collège Boréal, je suis plus confiant de les retrouver sur la toile ou dans mon courriel sans avoir à demander une traduction.

Ailleurs dans le monde du sport en milieu minoritaire, l'Université d'Ottawa semble avoir les moyens de publier du contenu dans les deux langues sans délai.

Le Collège La Cité (d'Ottawa), l'Université de Moncton (au Nouveau-Brunswick), l'Université Sainte-Anne (en Nouvelle-Écosse) et l'Université de Saint-Boniface (au Manitoba) n'ont également pas de difficultés à remplir ces obligations.

En revanche, le français est quasi inexistant sur le site des équipes du Collège militaire royal (de Kingston), une institution du gouvernement fédéral. J'ai fait le même constat du côté des Sports universitaires de l'Ontario (SUO) et de l'Association des sports collégiaux de l'Ontario (OCAA).

Le ministère des Industries du patrimoine, du Sport, du Tourisme et de la Culture reconnaît que la participation dans le sport aide à améliorer la santé des Ontariens, fournit des modèles de rôles dans la poursuite de l'excellence et génère un sentiment de fierté dans une communauté.

Comment voulez-vous qu'on se sente égale à la majorité s'il n'y a aucun endroit pour valoriser les exploits de nos athlètes et de nos équipes dans notre langue? Ce sont pourtant les contribuables qui financent une part des opérations de ces diverses entités.

Le sport, comme les arts, la musique et le théâtre, est un exutoire pour plusieurs jeunes de l'Ontario français. On est pourtant en train de leur rendre un mauvais service en oubliant comme ça cette tranche de la population.



Photo : Archives

Avis de début d'étude

Améliorations d'intersection – Jonction ouest de la route 17 et du chemin municipal 55 de Sudbury - G.W.P. 5032-19-00

LE PROJET

Au nom du **ministère des Transports (MTO)**, AECOM entame une étude de conception détaillée et une évaluation environnementale de portée générale pour améliorer l'intersection, à la jonction ouest, de la route 17 et du chemin municipal 55 de Sudbury. Le travail portera sur l'amélioration de la sécurité et des opérations à l'intersection, notamment l'élimination de la traversée à la bande médiane qui donne présentement accès aux voies de la route 17 en direction de l'ouest à partir du chemin municipal 55 et vice-versa. Le secteur à l'étude se trouve dans le district de Sudbury, plus précisément le canton de Denison de la Ville du Grand Sudbury.

LE PROCESSUS

L'étude suivra le processus de planification des évaluations environnementales de portée générale pour les installations provinciales de transport. Ce processus comprend une consultation du public et d'organismes, une évaluation des effets des améliorations proposées ainsi que le dépistage des mesures requises pour atténuer toute conséquence négative. Le processus et les résultats qui en découlent seront documentés selon les exigences.

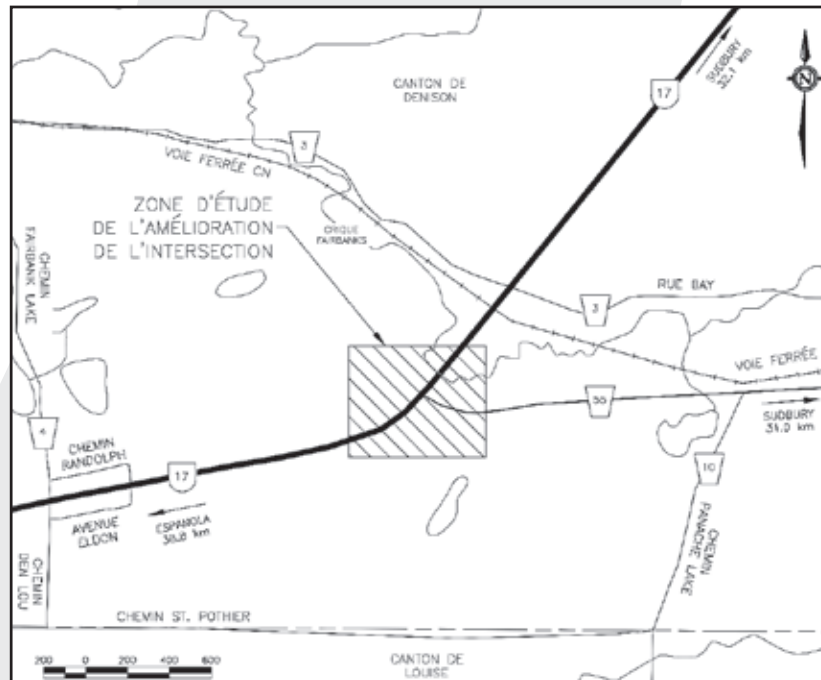
COMMENTAIRES

Nous vous invitons à nous faire part de commentaires à l'égard de ce projet. Les commentaires et l'information s'y rapportant sont recueillis pour satisfaire aux exigences de la *Loi sur les évaluations environnementales*. La collecte de renseignements sera effectuée conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. À l'exception des renseignements de nature personnelle, tous les commentaires seront versés au dossier public.

Pour en apprendre plus sur le projet, pour faire ajouter votre nom à la liste d'envoi ou pour nous informer de toute adaptation dont vous auriez besoin en vertu de la *Loi sur les personnes handicapées de l'Ontario* pour participer au projet, veuillez communiquer avec l'un ou l'autre des membres suivants de l'équipe :

Kyle Hampton, P.Eng.

Gestionnaire principal de projet
AECOM
189, rue Wyld, bureau 103
North Bay (Ontario) P1B 1Z2
tél. : 705-499-4512
courriel : kyle.hampton@aecom.com



Bonnie Murphy, P.Eng.

Ingénieure principale de projet
Ministère des Transports
447, avenue McKeown
North Bay (Ontario) P1B 9S9
courriel : bonnie.murphy@ontario.ca

COURRIER DES LECTEURS

LETTRÉ OUVERTE

L'école virtuelle : donner une voix aux parents... et aux parents-enseignants

Je prends à nouveau la parole comme maman-enseignante-professeure-chercheuse. Et mon but est de donner une voix aux parents... et aux parents-enseignants. J'écris cet article en collaboration avec Julie Rodriguez, une maman professionnelle qui essaie aussi de se sortir la tête de l'eau, comme moi.

Comme vous le savez déjà, le nombre de cas de COVID-19 a explosé ces dernières semaines à Sudbury et dans le Nord de l'Ontario. L'enseignement virtuel synchrone (en direct devant l'écran toute la journée) est donc revenu dans nos vies pour au moins deux semaines... Une semaine d'enseignement virtuel avait déjà été vécue en janvier. Et si les cas ne diminuent pas, l'enseignement virtuel synchrone continuera certainement, au grand désespoir de nombreux parents.

Comme maman professeure d'université, mon emploi me permet une grande latitude. Étant en éducation, je me sens très à l'aise d'enseigner à mes enfants. Mais tout le monde n'a pas cette chance. Ayant une fille de 8 ans en 2^e année et un garçon de 6 ans en 1^{re} année, l'enseignement virtuel synchrone imposé m'empêche d'être efficace dans mon travail, car je ne peux pas gérer mon temps comme je le veux. Mon conjoint est un travailleur dans le milieu de la santé et il est peu souvent à la maison; la charge mentale et la logistique des enfants sont donc entre mes mains, car je n'ai pas de famille ici.

Entre mars et juin 2020, lorsque les écoles ont fermé au début de la pandémie, l'enseignement était asynchrone : des activités et des devoirs étaient envoyés par courriel par l'enseignante, chaque semaine. En plus, hebdomadairement, un contact avec l'enseignante était fait de façon individuelle ou en petits groupes, avec les élèves. Cette façon de fonctionner me permettait, comme parent, d'organiser un horaire viable entre l'école à la maison et le travail. Par contre, avec l'enseignement virtuel synchrone en direct devant l'écran toute la journée, je cours constamment entre les deux enfants pour régler des problèmes techniques, donner des câlins, renforcer positivement, aider dans les tâches ou trouver des documents dans Google Classroom en essayant de comprendre son mode de fonctionnement qui n'est franchement pas évident...

Imaginez des parents qui ont une autre situation, des parents qui doivent se déplacer pour le travail ou qui n'ont pas une grande latitude dans la gestion de leur temps et de leur horaire. Des parents qui ont des enfants avec de graves difficultés d'apprentissage ou des enfants handicapés. Pen-

sez aux parents qui ne peuvent pas mettre leur enfant devant l'écran pour plus de 20 minutes parce que leur degré d'attention est saturé ou qu'ils doivent simplement bouger. Pour de nombreux enfants, une journée complète d'enseignement virtuel qui respecte l'horaire de l'école, c'est trop!

La première semaine d'apprentissage virtuel étant terminée et la deuxième venant de commencer, il était évident que plusieurs parents ont connu des conflits d'horaires. Dans certains cas, des grands-parents ont dû aider, ce qui signifie que certaines familles ont dû enfreindre les règles sanitaires de santé publique en zone grise (confinement), où il est interdit de se réunir à l'intérieur avec une personne avec laquelle vous ne vivez pas, afin de pouvoir concilier la famille et le travail. Ces parents ont au moins pu recevoir l'aide dont ils avaient besoin, ce qui n'est pas possible pour ceux qui n'ont pas de famille dans la région. Ces parents sont coincés et doivent parfois choisir entre sacrifier la famille ou le travail, particulièrement les femmes!

Trois cas actuels de parents seront donnés ici...

Premier cas. Prenons la situation d'une maman médecin divorcée qui a des jumeaux en 2^e année et deux adolescents qui doivent faire l'enseignement virtuel au secondaire. La maman médecin doit se déplacer pour le travail. A-t-elle le choix? Non, bien évidemment. Elle ne peut pas voir tous ses patients à distance. Qu'arrive-t-il avec les enfants? Les deux adolescents en question ont des besoins particuliers; un suit un programme enrichi et l'autre éprouve des difficultés à l'école. La maman fait de son mieux pour soutenir tous ses enfants, mais, à plusieurs occasions, elle doit imposer cette responsabilité aux adolescents. Bien que cette situation leur permette de comprendre les responsabilités familiales, il est injuste de leur demander de mettre de côté leur propre apprentissage en ligne pour aider les jumeaux à passer à travers leur journée d'école en ligne, avec tous les problèmes engendrés.

Deuxième cas. Prenons maintenant la situation des parents-enseignants. Un couple de parents enseignants, avec quatre enfants, doit assurer l'enseignement virtuel synchrone de leurs élèves. Pendant ce temps, leurs propres enfants, qui sont en maternelle, en 1^{re} année, en 2^e année et en 4^e année, s'occupent comme ils le peuvent sans recevoir eux-mêmes d'enseignement virtuel parce que maman et papa sont en train d'enseigner à d'autres élèves...! Peut-on leur en vouloir? Quelle est la solution pour eux?

Se mettre en congé maladie pour pouvoir gérer l'enseignement virtuel de leurs enfants? Leur solution pour survivre : après la journée d'école virtuelle avec leurs élèves, ils mettent leur casquette de parents pour enseigner à leurs quatre enfants.

Troisième cas. Enfin, les parents professionnels. Ceux-ci sont très nombreux. Ce sont ceux qui travaillent de la maison, mais qui n'ont pas nécessairement un horaire flexible. Que doivent-ils faire? Utiliser toute leur banque de congé? Ne plus avoir de vacances pour pouvoir assurer l'enseignement virtuel synchrone? Prenons la situation de Julie Rodriguez, maman d'un garçon de 7 ans en 2^e année et d'une fille en maternelle. Son mari travaille parfois de longues heures en dehors de la maison. L'employeur de maman est très flexible pour soutenir sa situation familiale, mais le travail n'arrête pas parce qu'elle a des enfants à la maison. En effet, elle gère une équipe et plusieurs projets critiques au gouvernement fédéral. Par conséquent, elle doit ajuster complètement son horaire pour faire l'enseignement virtuel synchrone de ses deux jeunes enfants. Sa fille en maternelle a besoin de beaucoup d'encouragements pour rester assise et d'un soutien constant pour utiliser la technologie. La réalité est que, dès que les enfants ont fini d'utiliser l'écran pour l'école virtuelle, ils sont souvent placés devant un autre écran pour donner la chance à maman de récupérer le temps qu'elle a manqué, et ce, de façon aussi efficace que possible. La liste des tâches domestiques est également très longue et le temps passe vite. Bref, la charge mentale est très lourde.

Les enfants sont épuisés. Les enseignants sont épuisés. Et les

parents sont épuisés et usés. Il ne s'agit pas de conciliation famille-travail, mais de superposition famille-travail.

Ensuite, que vont dire l'école et les médias? Que les parents ne collaborent pas ou ne collaborent pas assez? Ils vont mentionner que les élèves ratent des jours d'école virtuelle en pensant que les parents s'en fichent?

Les parents sont en mode survie. Ils essaient de concilier la famille et le travail avec un mode de fonctionnement qui n'est pas du tout flexible. L'enseignement virtuel synchrone ne devrait pas être imposé aux parents. Comme parent, on devrait avoir le choix entre l'enseignement virtuel synchrone en direct toute la journée et l'enseignement asynchrone où des activités et des devoirs sont à faire. La deuxième option permet aux parents de mieux s'organiser en fonction de leur horaire de travail et des différents enfants à leur charge.

Au début de l'année scolaire, à cause de la COVID-19, les parents ontariens ont eu le choix entre l'enseignement en présentiel et l'enseignement virtuel. Environ 10 % des parents avaient choisi l'enseignement virtuel pour différentes raisons. Alors pourquoi n'avons-nous pas le choix maintenant entre l'enseignement synchrone et asynchrone?

Donner le choix aux parents permettrait de diminuer le nombre d'élèves en classe virtuelle et les absences. La gestion de classe serait donc certainement plus facile pour les enseignants, car il y aurait un peu moins d'élèves en ligne. De plus, les parents-enseignants pourraient gérer de façon plus efficace l'enseignement virtuel de leurs élèves et l'enseignement à la maison. Enfin, les parents profession-

nels pourraient mieux gérer leur horaire et enseigner eux-mêmes à leurs enfants s'ils le désirent.

Il ne faut surtout pas sous-estimer la compétence parentale... les parents connaissent leur enfant et ils savent ce qui leur convient. N'oublions pas que nous sommes les premiers éducateurs de nos enfants; nous méritons donc considération et soutien.

Nous sommes dans une situation inhabituelle depuis un an maintenant. Il serait donc important de travailler de concert avec les parents et non leur imposer un mode de fonctionnement par défaut. La collaboration famille-école est encore plus importante quand les écoles sont fermées à cause de la COVID-19.

Une piste de solution?

Un double modèle, selon la situation de chacun, serait donc une solution plus viable pour les parents — particulièrement les mamans — qui travaillent et il est important de leur donner une voix. Les parents devraient avoir le choix entre l'enseignement virtuel synchrone et l'enseignement asynchrone. Ou un modèle hybride devrait être proposé. C'est une question de survie!

Mais en ce moment, les parents sont pris en otage.

Isabelle Carignan,
maman de deux enfants,
professeure agrégée à
l'Université et professeure
associée à l'Université
Laurentienne.

Julie Rodriguez,
maman de deux enfants,
gestionnaire d'une équipe
de soutien à l'administration
centrale d'un département
du gouvernement fédéral.



Laurianne Piquette

Entourée de sa famille, le 16 mars 2021, à l'âge de 76 ans, est décédée madame Laurianne Piquette (née Chrétien), fille de feu Carolus Chrétien et feu Claire Chrétien (Lajeunesse) et épouse adorée de Joseph Piquette, d'Ottawa. Originaire de Lavigne, elle a habité à Sudbury pendant plusieurs années avec sa famille et par la suite, à Ottawa. Elle fut la mère dévouée de Suzanne (Luc), Nicole, Lina (Jean-Denis) et la grand-maman adorée de ses petits-en-

fants, Justin et Émilie Lachapelle, Élissa et Mathieu Cameron, Alexandre et Isabelle Racine, Gabrielle et Samuel Bernier. Elle laisse dans le deuil son frère Germain (Pauline) Chrétien et ses soeurs Jeannine Savary (feu Stanley), Jackie Lalonde (feu Rhéal), Suzanne (Maurice) Lafrenière, Marielle (Jean-Pierre) Gaudet, sa belle soeur Rollande (feu Laurent) et plusieurs beaux-frères et belles-sœurs de la famille Piquette. Elle fut précédée par sa sœur Raymonde Shultz, son jumeau Laurent Chrétien et son frère Florent Chrétien (Rosa). Elle laisse également dans le deuil plusieurs neveux, nièces, cousins, cousines et autres parents et précieux amis. On se souviendra d'elle comme une femme forte, croyante, généreuse, et débordante d'énergie. Elle avait un amour inconditionnel pour ses filles, ses petits-enfants et son époux. C'était le pilier de sa famille. Elle était reconnue pour son accueil chaleureux et savait garnir une table digne des plus

grands restaurants. Elle avait également une oreille attentive pour qui-conque en avait besoin.

La famille voudrait remercier particulièrement Nurse On Board, Stéphanie Whyte, pour son soutien et ses conseils durant ces derniers mois. La gentillesse de l'équipe du 5^e plancher de l'hôpital Général fut très remarquable et la famille tient à les remercier du fond du cœur. Un merci sincère à toute l'équipe au centre de cancérologie, particulièrement ses oncologistes Drs Froeschil et Goodwin d'avoir bien pris soin de notre maman.

Une célébration de sa vie aura lieu à une date ultérieure, due aux circonstances Covid. Vos marques de sympathie peuvent se traduire par un don à la Société canadienne du cancer.

Vos messages de condoléances peuvent être envoyés au site : www.heritagefh.ca

GRAND SUDBURY

«La femme est une ressource naturelle qui n'a pas été assez exploitée»

JULIEN CAYOUILLE

Deux conférences la semaine dernière ont marié les thèmes du mois de février et mars. Mois de l'histoire des noirs, Journée internationale du droit des femmes et Mois de la francophonie étaient au centre des discussions organisées par le Centre de santé communautaire du Grand Sudbury, le Centre Victoria pour femmes et le Contact interculturel francophone de Sudbury.

Leadership au féminin : le regard de la diversité était la conférence organisée par le Centre de santé et le Centre Victoria le 17 mars et animée par l'agente de liaison culturelle, Priscilla Mbemba. Trois femmes ont apporté points de vue et solution afin que les femmes immigrantes puissent prendre davantage leur place dans la société canadienne.

La phrase «La femme est une ressource naturelle qui n'a pas été assez exploitée» a été prononcée par la technicienne en travail social Sarah Kazadi. Une expression qui a entraîné plusieurs messages d'approbation dans le fil de discussion.

Sarah Kazadi faisait référence aux traditions de plusieurs pays qui demandent aux femmes de rester à la maison. Les mentalités changent au Canada, mais dans plusieurs autres pays, le mariage est encore vu comme le but ultime à atteindre pour elles. Pourtant, ce n'est pas un style de vie désiré par toutes et qui permet à toutes de s'épanouir.

Ces «ressources naturelles», ce sont les habiletés des femmes qui sont sous-utilisées sur le marché du travail. En partie parce qu'elles ont été limitées au titre de ménagère pendant longtemps et que ce vieil ordre social persiste encore dans la tête de certains.

Le modèle sexiste de la séparation des activités est vieux et nous ne sommes pas encore arrivés à en sortir, renchérit la travailleuse sociale et intervenante au Centre Victoria, Suzie Jean Philippe.

Les femmes et familles immigrantes qui arrivent d'un pays où la vision traditionnelle est prédominante pourront avoir plus de difficulté à adopter le modèle canadien, souligne l'étudiante en affaires Marie Emanuelle Adopo. Elle suggère de ne pas confronter son conjoint en revendiquant ses nouveaux droits canadiens, mais plutôt de s'asseoir et de discuter des besoins de chacun.

Selon le coordonnateur des services d'immigration du Centre de santé, Moïse Zahoui, il y a une réflexion qui commence sur le sujet dans d'autres parties du pays, mais aucun organisme à Sudbury peut appuyer une famille dans cette démarche.

Une spectatrice a demandé des conseils pour attirer des femmes issues de l'immigration à s'engager dans les organismes culturels. Sarah Kazadi propose d'en recruter plus d'une à la fois. Être la seule personne de couleur peut être intimidant. Si elles sont au moins deux, elles seront beaucoup plus intéressées.

L'animatrice suggère aussi d'utiliser des images comprenant des nationalités variées dans ses outils de promotion afin de signaler qu'un organisme est ouvert à tous et à toutes.

Le féminisme est-il blanc?

Les trois panélistes invitées par le Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS) s'entendent : oui, le féminisme est blanc. Surtout en Amérique du Nord.

La présidente de la Coalition des Noire.s Francophones de l'Ontario, Julie Lutete, a remarqué il y a longtemps qu'il y a très peu, même aucune, femmes noires haut placées dans les institutions, même dans celles qui doivent représenter les femmes.

Pourtant, comme l'explique la professeure en travail social de l'Université Laurentienne, Isabelle Côté, il faut qu'il y ait des représentants des minorités en position de pouvoir pour que leurs besoins soient pris en considération. Elle fait remarquer que les avancées des droits des femmes ont toutes été obtenues lorsqu'il y avait des femmes en position d'autorité dans les gouvernements.

Ce précepte s'applique aussi à la diversité : s'il n'y a pas de femmes des minorités culturelles dans les postes de décision, leurs besoins ne sont pas pris en compte. Les conséquences peuvent être graves, car certaines solutions mises de l'avant par les femmes blanches peuvent causer du tort aux femmes de la minorité. Par exemple, l'augmentation du financement des corps policiers peut être bien vu par les femmes blanches, mais sera un danger pour les femmes noires.

En même temps, elles soulignent qu'il ne faut pas pousser une femme dans un rôle qu'elle ne peut pas occuper simplement pour cocher des cases dans un formulaire de diversité. La professeure de biologie de l'Université Laurentienne, Mery Martinez, dit que des femmes sont souvent invitées à faire partie d'un groupe simplement pour être à la fois la représentante des femmes, des immigrants et des francophones, par exemple.

Dans ces circonstances, les compétences comptent peu, seulement l'identité. La femme se retrouve alors surchargée de travail comparativement aux collègues du même groupe. Comble de malheur, elle sera souvent moins écoutée et les hommes s'approprient ses idées.

Malgré les progrès réalisés depuis les années 1970, le combat doit continuer. Aussi bien l'élection de Donald Trump que les impacts de la pandémie démontrent que les acquis peuvent être très rapidement perdus.

Parmi les solutions, au-delà de trouver des femmes qui ont le désir de prendre les rôles difficiles, il y a l'éducation. Aussi bien dans la cellule familiale que dans les institutions. Les alliés masculins sont aussi les bienvenus dans certaines circonstances, pourvu qu'ils soient sincères et intègres.

GRAND SUDBURY

L'Original déchaîné continue malgré les nombreux défis

PHILIPPE MATHIEU

Le journal étudiant francophone de l'Université Laurentienne, *L'Original déchaîné* a survécu aux conséquences immédiates de la COVID-19 : la fermeture du campus et le manque d'activités à couvrir. Malgré l'ajout des défis que pose l'insolvabilité de l'établissement, l'équipe de *L'Original déchaîné* continue de créer du contenu pour continuer en ligne pour assurer la survie du journal qui existe depuis 1987.

«Il a été difficile, mais le journal va assez bien», déclare le rédacteur en chef du journal étudiant, Baba Fofana. L'étudiant finissant au baccalauréat à l'École des sciences de l'éducation de l'Université Laurentienne souligne que le journal a dû soudainement se préparer pour afficher son contenu en ligne. «Le site web qui était là ne répondait pas à ces attentes-là. Il a fallu redynamiser notre site web. J'ai contacté l'Association des étudiantes et étudiants francophones de l'Université Laurentienne (AEF)



Baba Fofana, rédacteur-en-chef de *L'Original déchaîné*. — Photo : Courtoisie

et j'ai même contacté une graphiste bénévole aussi», explique-t-il.

L'Original publie environ «un texte chaque deux semaines, ou au moins un par mois, selon notre disponibilité». Il compte en ce moment quatre rédacteurs et une graphiste bénévole.

Même si les choses sont stables pour le moment, la dernière année n'a pas été facile, concède Baba Fofana. «J'essaie de faire de mon mieux, car je sais que le journal ne doit pas mourir», affirme-t-il.

Il est inspiré par le rôle que joue le journal au sein de la communauté francophone. «N'oublions pas qu'aujourd'hui, les gens sont en train de se battre pour que les services francophones continuent d'exister. Il y a des francophones dans le Nord! Il y a une communauté. Il doit continuer d'avoir sa place!», affirme le rédacteur en chef.

Ils ont aussi été confrontés à la même difficulté que de nombreux médias locaux : la manque de variété dans les sujets et les activités à couvrir. «C'est vrai qu'on a de la difficulté à trouver des sujets, explique-t-il. On ne peut pas aller ou assister à des événements physiquement. Tandis que nous sommes en ligne, on est limités dans les sujets. On peut parler des effets de la pandémie sur la santé mentale ou ce qui se passe avec les élèves, organisés par la branche socioculturelle de l'AEF. Toutes les activités en ligne, on essaie d'en parler», dit-il.

Pour Baba Fofana, tant que «la demande sera toujours là pour les nouvelles francophones», *L'Original déchaîné* sera là. Il surveille cependant attentivement la restructuration à l'Université Laurentienne.

Consultez les textes des étudiants à l'adresse originaldechaîne.com.

SUDBURY

Un nouveau DG pour le BIA du centre-ville

PHILIPPE MATHIEU

Kyle Marcus remplace Maureen Luoma comme directeur général du regroupement des entrepreneurs du centre-ville Sudbury Downtown Business Improvement Area (BIA).

Le propriétaire du bar Alibi Room au centre-ville est très reconnaissant pour cette opportunité. «J'ai hâte de commencer», souligne Kyle Marcus. Mme Luoma occupait le poste depuis 42 ans. «J'ai de grands souliers à remplir», affirme-t-il.

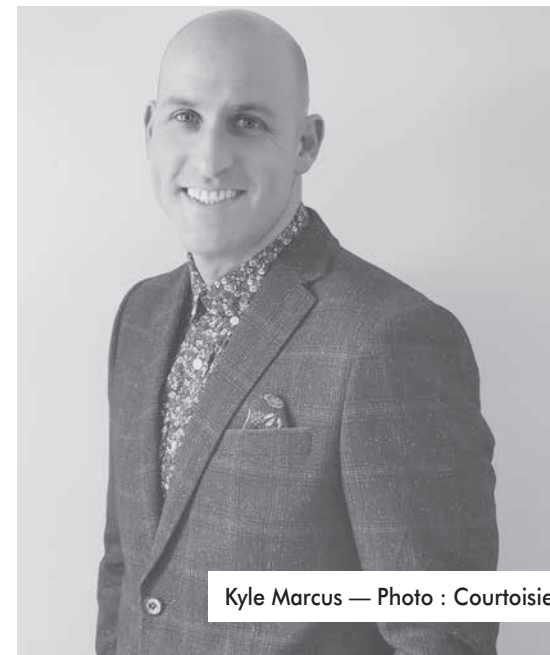
Le BIA est géré par un conseil d'administration bénévole élu par les propriétaires des entreprises et de propriétés du centre-ville de Sudbury. Il représente environ 90 propriétaires, plus de 400 entreprises et services et plus de 7500 employés. «Nous représentons tout ce qui pourrait avoir un impact sur une entreprise du centre-ville», explique M. Marcus.

Un des objectifs de M. Marcus est d'aider les entreprises du centre-ville à changer les perceptions. «Nous cherchons à attirer plus de gens, à stimuler l'économie du centre-ville et à lui redonner vie. Nous allons faire toutes sortes de choses comme la refonte des sites web pour enseigner aux gens comment utiliser les médias sociaux plus efficacement», dit-il.

Membre de la communauté du centre-ville de Sudbury depuis plus de 12 ans, Kyle Marcus veut changer les perceptions des gens de Sudbury face à leur centre-ville. «Il y a un récit négatif en cours en ce moment et c'est simplement parce que c'est le seul dont on parle. Il n'y a pas d'histoires de bien-être, il n'y a pas de mise en évidence des incroyables marchands que nous avons au centre-

ville, il n'y a personne qui raconte ce genre d'histoires», souligne-t-il.

La stimulation économique et s'assurer que la communauté du centre-ville continue d'être un endroit sûr où travailler et vivre fait partie de ses objectifs. «Le centre-ville est toujours l'endroit le plus sûr où j'ai jamais vécu», déclare-t-il.



Kyle Marcus — Photo : Courtoisie

NOÉVILLE

Des nouveaux multimillionnaires à Noëlville

Marc Meilleur de Noëlville, en Ontario, a vérifié son billet près d'une douzaine de fois avant de commencer à croire qu'il avait remporté 70 millions \$ au tirage Lotto Max du 26 février 2021. (P.M.)

Lui et son épouse, Dorothy-Ann, achètent régulièrement des billets depuis de nombreuses années. Chacun achète ses propres billets pour s'assurer de ne pas manquer un tirage.

Le lendemain du tirage, le mécanicien de 60 ans à la retraite a vérifié ses billets sur l'application OLG Lottery lorsqu'il a vu «70 000 000 \$» affiché à l'écran. Même après avoir scanné le billet quatre ou cinq fois de plus avec le même résultat, il n'était toujours pas convaincu d'avoir gagné le gros lot.

«J'ai été chercher Dorothy-Anne pour lui dire : "Je pense que j'ai le billet gagnant", raconte M. Meilleur dans le communiqué d'OLG. «Mais ma femme pensait que je lui faisais une farce, alors j'ai de nouveau scanné le billet pour lui montrer la victoire de 70 millions de dollars à l'écran.»

Le couple s'est ensuite rendu à Mayer Services Esso à Noëlville, où Marc a acheté le billet. Ils ont attendu le départ des autres clients et ont demandé au propriétaire, qui est aussi un ami, de valider le billet via le terminal de loterie. Le message «Winner/Gagnant» s'est affiché, le termi-

nal s'est figé et un représentant d'OLG a appelé le magasin pour parler au détaillant puis à Marc. C'est alors que le frisson de la victoire est devenu une réalité.

Marc et Dorothy-Ann, qui ont également sept petits-enfants et deux arrière-petits-enfants, s'installent enfin dans la réalité. Leur

bonne fortune pourra changer la vie de nombreuses générations de leur famille. «En tant que parent, vous voulez offrir le meilleur à vos enfants et, maintenant, nous pouvons nous en occuper sans crainte», explique M. Meilleur.

«Nous voulons qu'ils puissent acheter de nouvelles maisons et de nouveaux véhicules, mais nous avons également une excellente équipe de conseillers financiers qui nous aident tous à préparer nos petits-enfants et

arrière-petits-enfants pour réussir à l'avenir», souligne-t-il.

Le couple a également quelques rêves à réaliser. Ils sont très dévoués à leur communauté et s'engagent à aider divers organismes de bienfaisance et institutions proches et chères à leur cœur. Puisqu'ils aiment la beauté naturelle de la région de Sudbury, ils achèteront une nouvelle maison et resteront dans la région. Mais en tête de leur liste, il y a un nouveau camion et un

nouveau véhicule récréatif et ils sillonneront le Canada lorsqu'il sera sécuritaire de le faire.

«Je ne suis pas un grand fan de voler à travers l'océan, alors je veux conduire et voir tout le pays que j'aime», a déclaré Marc Meilleur. «À partir de la côte Est, il y a tellement de belles régions à découvrir dans tout ce pays étonnant. Je ne l'ai vu qu'à la télévision et ma femme et moi voulons maintenant voir tout le Canada en personne.»



Marc et Dorothy-Anne Meilleur, les nouveaux multimillionnaires de Noëlville. — Photo : OLG

Les rencontres sociales peuvent avoir des effets mortels.

Restez chez vous pour freiner la COVID-19.
Pour en savoir plus, consultez ontario.ca/covid-19-fr

Payé par le gouvernement de l'Ontario

Ontario 

Au cœur de nos vies, en Ontario, comme partout au pays.




le télé
journal

18 h
avec Gabrielle Sabourin

22 h
avec Céline Galipeau



EAST FERRIS

Un parc industriel à l'horizon?

ÉRIC BOUTILIER

La Municipalité d'East Ferris veut élargir sa base économique en développant une zone à des fins industrielles. Elle compte entreprendre une étude de faisabilité pour son secteur ouest afin de déterminer ses besoins en matière d'infrastructure pour ensuite tenter de répondre à la demande de propriétés par des entrepreneurs.

East Ferris anticipe une certaine croissance démographique au cours des prochaines années, mais se retrouve avec une pénurie de terrains commerciaux et industriels. Elle veut encourager le développement d'entreprises sur son territoire et espère pou-

voir utiliser 22 acres de terres qu'elle détient sur le chemin Derland — près de Callander — à ces fins.

«La municipalité a besoin de terrains commerciaux et de type d'industrie légère. Nous recevons des enquêtes de la part de

commerçants, mais n'avons pas de propriétés à offrir», affirme la mairesse d'East Ferris, Pauline Rochefort.

«Il s'agit plutôt d'une démarche qui vise à répondre à une demande de la part du marché. Nous n'avons pas encore apporté de définitions, car nous attendons le résultat de nos études.»

La municipalité a fait une demande de financement auprès de FedNor et de la Société de gestion du Fonds du patrimoine de Nord de l'Ontario.



East Ferris — Photo : Archives

SUDBURY

Femmes de mérite 2020

YWCA célèbre une femme qui vit au service des autres

Gillian Schell a été choisie comme l'une des Femmes de mérite 2020 du YWCA pour son service continu tout au long de sa longue carrière humanitaire et en éducation.

Gillian Schell, une femme de foi, est une éducatrice qui a enseigné dans plusieurs écoles secondaires de Sudbury ainsi qu'au Collège Cambrian et à l'Université Laurentienne. Elle a siégé pendant plusieurs années au Ontario Council for Exceptional Children. Son travail auprès des élèves en difficulté a été célébré par le Barbaba Konarek Award for Special Education du Rainbow District School Board.

Mme Schell préside également l'organisme Manitou Intentional Learning Community, qui présente des ateliers et des activités portant sur des questions d'actualités, telles que l'aide médicale à mourir, les effets des pensionnats autochtones, le racisme, etc. Elle est aussi coprésidente du comité de parrainage des réfugiés de l'église unie St. Peter's et, depuis trois ans, elle aide une famille de neuf personnes originaires de Syrie.

Membre du Comité de coordination du programme Out of the Cold, Mme Schell prépare des repas chauds pour les gens dans le besoin et aide à la formation des bénévoles pour l'utilisation de la naloxone. Mme Schell participe aux décorations pour le gala Femmes de mérite du YWCA depuis plusieurs années précédentes et c'était à son tour de se préparer pour être une Femme de mérite.

Gillian Schell
— Photo :
YWCA
Sudbury

ALBAN

Un centre mieux adapté aux besoins

Le Centre communautaire d'Alban.
— Photo : Rachel Desaulniers

JULIEN CAYOUILLE

Les trois paliers de gouvernement investissent dans les rénovations du centre communautaire d'Alban. La priorité est de créer un lieu de rassemblement sécuritaire pour les résidents en cas de désastre, mais aussi pour créer un lieu de rassemblement encore mieux adapté aux besoins.

La mairesse de la Rivière des Français, Gisèle Pageau, indique que la menace du feu de forêt de Killarney en 2018 a «permis de voir qu'il n'y avait pas d'endroit sécuritaire pour que les résidents puissent se rassembler en cas d'urgence».

Le centre n'aura pas besoin d'être agrandi afin de pouvoir accueillir les résidents qui demeurent dans le secteur en cas d'urgence tandis que l'aréna de Noëlville est déjà bien équipé pour ce genre de situation.

Les fonds permettront l'ajout d'une génératrice, d'appareils audiovisuels, de moderniser la cuisine, de remplacer la toiture et le système de chauffage ainsi que de retaper l'intérieur et l'extérieur. Le centre, construit en 1980, sera aussi accessible par tous. Gisèle Pageau anticipe que les travaux seront terminés dans deux ans et demi.

Le centre restera un lieu de rassemblement pour les résidents, qui pourront continuer de l'utiliser pour des réceptions et des activités culturelles.

Par le biais du projet Investir dans le Canada, le fédéral fournira 438 720 \$ pour les rénovations, le gouvernement provincial 365 563 \$ et la municipalité de la Rivière des Français 292 517 \$.

La mairesse Pageau annonce par la même occasion que la banque alimentaire temporaire, créée pour répondre à l'urgence de la pandémie, deviendra un service permanent abrité dans le centre rénové.



ARTS ET CULTURE

NEW LISKEARD

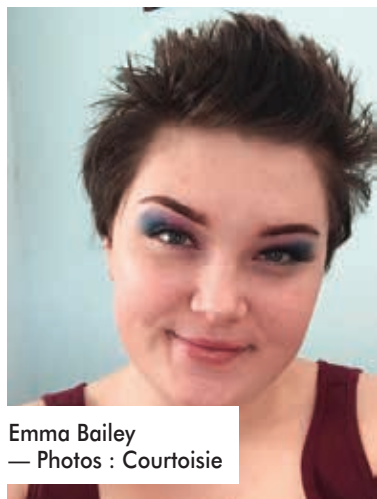
L'art : médium de croissance personnelle

MARC DUMONT

Le Centre d'éducation des adultes de New Liskeard a lancé virtuellement le 11 mars une exposition d'œuvres réalisées pendant un cours d'art offert dans le cadre de l'initiative provinciale (Initiative de jonction écoles-colèges-milieu de travail).

À cause de la pandémie, le Centre avait dû fermer au beau milieu du cours et les élèves ont continué en mode alternatif. Des 10 élèves inscrits au cours, 6 ont pu terminer le programme.

Une élève de 17 ans, Emma Bailey, s'est particulièrement investie jusqu'à la fin : «J'ai vraiment aimé ça : une belle expérience! Ce cours nous rendait confortables, c'était relaxant. Il y avait beaucoup d'ouverture d'esprit, ce qui faisait que tu pouvais te laisser aller à tes émotions». Le cours comprenait 6 modules et ce qu'Emma a préféré est de faire des dessins selon une technique chinoise.



Emma Bailey
— Photos : Courtoisie

Son succès, Emma l'attribue en bonne partie à son enseignante, Anne-Denise Mejaki. «Elle est formidable, gentille. Elle sait écouter et être là pour toi. Si tu as un problème, elle te rend confortable», confie Mme Bailey. Elle n'hésiterait pas à conseiller à sa meilleure amie de suivre le cours : «C'est un cours où tu prends ton temps. Il n'y a pas de négatif; rien n'est mauvais, tout est bon.»

Emma Bailey a-t-elle l'intention d'étudier en art? Elle ne le sait pas. À la maison, elle a une petite chambre où elle peint : «J'adore ça! Quand je fais de l'art, c'est un



L'enseignante
Anne-Denise Mejaki

peu comme de la méditation. Ça me permet d'être courageuse, de garder des pensées positives même s'il y a du négatif. Puis je regarde toutes les vidéos que je peux pour tout apprendre.»

Lors du vernissage, Emma Bailey a été un des «coups de cœur». Les visiteurs qui ont eu la chance de visiter le centre pour voir les œuvres ont identifié leurs trois œuvres préférées. Chaque élève en exposait six.

Les visiteurs ont souvent été embêtés : «Il y en a trop que j'aime; être obligé d'en choisir juste trois : c'est difficile». Les visiteurs s'entendaient cependant tous pour remarquer que le corridor où les œuvres sont exposées est beaucoup plus accueillant, plus chaleureux.

Le succès du cours revient largement à l'enseignante, Anne-Denise Mejaki. Une artiste bien connue dans la région. Elle apprécie la vision du Centre qui reconnaît l'élève comme un individu. «Notre enseignement affecte le développement et l'épanouissement de l'élève», dit-elle.

Elle donne l'exemple de l'un de ses apprentis qui est bien plus à l'aise avec une clé de mécanicien : «Son trait de crayon est fort. Il apprend à développer du contrôle, à ajouter de la douceur. Et il ajoutera de la douceur dans sa façon d'agir». Ou encore pour une perfectionniste qui doit apprendre que l'art peut se faire dans la joie. «Apprendre à se laisser aller avec enthousiasme et se perdre dans la



Une des œuvres d'Emma Bailey

joie de créer», ajoute Anne-Denise.

La coordonnatrice du Centre, Peggy Morin, ne tarit pas d'éloges pour ce que ce cours a apporté aux élèves en matière de confiance en eux : «Les élèves qui arrivaient fatigués ou irrités au début de la journée quittaient apaisés. Tout ça par l'entremise de l'art. Cela a été une expérience incroyable et j'espère l'offrir à d'autres élèves.»

«La réussite du cours donne une double reconnaissance de crédit : un crédit de 12^e année et un crédit de la Cité collégiale d'Ottawa», précise Peggy Morin. Le Centre est aussi une école secondaire alternative pour les élèves de la région.

On peut voir la vidéo du lancement sur le site du Centre d'éducation des adultes de New Liskeard.

ONTARIO

Un cours de «Journalisme 101» avec Léa Olivier

YVES BERGERAS | leDroit

À présent que TFO a entamé la rediffusion de la série télévisée *La vie compliquée de Léa Olivier* (jusqu'à réservée aux abonnés d'Illico), la comédienne Laurence Deschênes — qui incarne Léa à l'écran — et ses amis de plateau se retrouvent au centre de deux séries de capsules pédagogiques.

Ces deux séries — l'une vidéo, l'autre balado — diffusées sur la toile ont pour objectif d'expliquer les tenants et aboutissants du métier de journaliste.

Ce cours de journalisme 101 est une façon de faire écho au contenu télévisuel (lequel est également accessible sur la plateforme FlipTFO).

Car cette «nouvelle» prend tout son sens lorsque l'on sait que la protagoniste, qui vient de déménager à Montréal où elle tente d'approviser sa nouvelle école, va rapidement trouver ses marques au sein du journal de l'école, *Le Pigeon rassembleur*.

Les deux séries, destinées au public adolescent de Léa Olivier, se veulent ludiques et dynamiques; les six comédiens qui y participent restent d'ailleurs dans le «rôle» de leur personnage respectif.

Mais la démarche est assez sérieuse pour que les membres de la rédaction du *Pigeon rassembleur* aillent inter-

viewer de véritables journalistes. Dont deux collègues du journal *Le Droit*, Émilie Pelletier et Sylvain St-Laurent.

À l'heure de la crise des médias, alors que savoir faire le tri entre informations vérifiées et fausses nouvelles partagées sur la toile est devenu un enjeu crucial, et que plusieurs médias commencent à mettre des freins à la circulation, longtemps libre et gratuite, de l'information qu'ils publient, le souci de démystifier auprès des adolescents non seulement le travail journalistique, mais aussi ses enjeux «citoyens», apparaît plus que pertinent.

Dix-huit capsules vidéos sont disponibles sur le compte YouTube de FlipTFO; le reste des capsules (25 au total) du *Pigeon Rassembleur* seront mises en ligne très bientôt. Les 15 épisodes du podcast sont quant à eux disponibles sur la plateforme IDÉLLO, liée à TFO.

Les deux séries ont été conçues

par Encore TV (de Montréal) et Slalom (à Ottawa), les deux coproducteurs de l'adaptation télévisuelle de *La vie compliquée de Léa Olivier*. Mylène Bastonnais en est la productrice déléguée.

«Ça m'a ouvert les yeux»

Participer à «ce projet m'a ouvert les yeux sur le travail» du métier de journaliste, confesse Laurence Deschênes.

La comédienne de 18 ans reconnaît que ses échanges au sujet de la responsabilité journalistique, notamment en ce qui a trait à l'identification des sources fiables et à la vérification des informations glanées, ont éveillé en elle une véritable

prise de conscience... Une révélation qu'elle réussira à partager, espère-t-elle, avec les jeunes de son âge.

Malgré son rôle de journaliste en herbe, Laurence Deschênes n'avait «pas tant de connaissances sur le journalisme; il y a beaucoup d'enjeux que j'ai découverts [en faisant] les capsules et les balados».

L'équipe de production avait remis aux jeunes des feuilles de recherches sur les personnes qu'ils devaient interviewer dans le cadre du balado.

«J'ai donc appris à me renseigner un peu sur un sujet ou une personne», en plus de découvrir comment faire des balados, et «cela me sert dans mes études», avance

celle qui est actuellement inscrite au Cégep à Montréal.

«Il y a toute une série de capsules entièrement consacrées aux sources. C'est un des sujets dont on a parlé le plus. [...] Les sources, je savais que c'était important, mais je ne me rendais pas compte à quel point c'était primordial. On ne peut pas vraiment se permettre de dévoiler une info sans l'avoir vérifiée.»

Pour les vidéos, les interventions des jeunes comédiens étaient scriptées, mais ils avaient davantage de liberté durant l'enregistrement des balados, où ils pouvaient sortir de la liste des questions prévues, lors de leurs entrevues.

Tournage au printemps

Le but premier du projet était d'éclairer les lanternes des jeunes sur le rôle des journalistes, mais la comédienne estime que s'être frotté à la réalité du métier de façon aussi empirique «va être positif pour la prochaine saison, ça va m'aider dans mon jeu. On va plus savoir de quoi on parle, maintenant qu'on l'a vécu. On ne l'a pas fait pour ça, mais ça ne peut pas nuire», confesse-t-elle en riant, au téléphone.



Laurence Deschênes et Thomas Delorme.
— Photo : Martin Lipman

CRITIQUE

*Louis : Poèmes hérétiques***Introduction poétique d'un moment marquant de l'histoire**CAMILLE
CONTREÉ

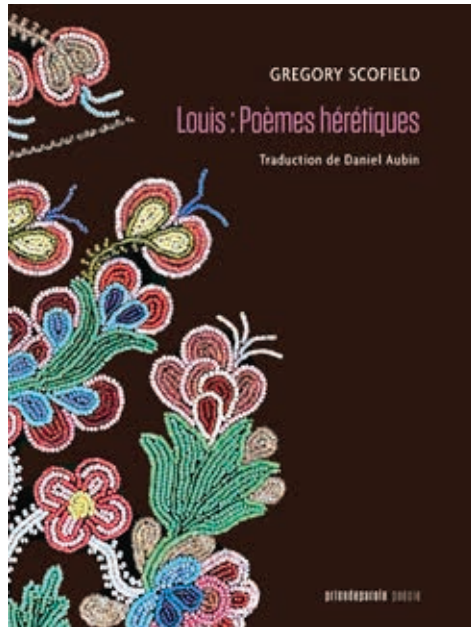
Louis Riel est un grand personnage de l'histoire des Métis du Manitoba. Le recueil de poésie *Louis : poèmes hérétiques* (Éditions Prise de parole, 2020) de Gregory Scofield, traduit de l'anglais par le poète sudburois Daniel Aubin, raconte en poésie le combat qu'a mené Riel et peut servir d'introduction à ce moment peu reluisant de l'histoire canadienne.

Pour ceux qui ne connaissent pas son histoire, très brièvement, il s'est battu pour les droits des Métis face au gouvernement canadien, alors sous le régime de Sir John A. Macdonald, aux côtés de Gabriel Dumont.

Le poète prête sa plume à Riel pour qu'il puisse lui-même nous raconter son histoire. Mais le poète prête également sa plume à d'autres artisans de ces combats, dont Gabriel Dumont qui lui adresse une lettre (p. 77-78) après la capture de Riel par la GRC, le traitant déjà comme un martyr de la révolution qu'ils ont mené ensemble. Les autres voix sont des chefs Cris et certains soldats ayant participé au conflit. Des noms moins connus, mais qui ont autant forgé l'histoire que Riel.

Le recueil est divisé en quatre parties : «Le garçon»,

«Le président», «Le porte-parole» et «L'homme d'État». En bref, on assiste à la transformation d'un jeune homme en un militant et



porte-parole pour les droits des Métis. Le Canada ayant détroussé de tous leurs droits les Métis, il est plus que normal que la population métisse se soit tournée vers les armes afin de se défendre.

Les poèmes sont surtout composés en vers libres, mais quelques-uns sont écrits en prose, ces derniers portant un message beaucoup plus lourd que les vers libres. L'écriture en prose convient beaucoup mieux à ces passages, apportant un ton davantage prompt à véhiculer un message que l'autre forme — le contraire est également possible et présent dans ce recueil.

Certains poèmes sont également une belle introduction à l'histoire de ce combat, comme *Le cercle de couture* (p. 70-73), qui rappelle que les femmes ont aussi joué un rôle crucial lors des conflits, qu'elles ne sont pas restées derrière en laissant les combats aux hommes uniquement. Ce poème est d'ailleurs un bel hommage à ces braves femmes qui désiraient autant que les hommes de retrouver les

biens saisis par la Couronne et protéger leurs droits en tant que Métis.

Louis : poèmes hérétiques est un magnifique recueil de poésie qui mérite le détour. Pour ceux qui ne connaissent pas vraiment les révolutions qu'a menées Louis Riel,

ce recueil est une belle introduction. Et pour ceux qui connaissent les grands pans de cette histoire, Gregory Scofield nous offre ici une belle façon de redécouvrir ces moments marquants de l'histoire du Canada.



CONSEIL D'ÉGLISE
CATHOLIQUE
DE DISTRICT DES
GRANDS
RIVIÈRES

896, promenade Riverside
Timmins, ON P4N 3W2

DEMANDE DE PROPOSITIONS / REQUEST FOR PROPOSALS

Projet 2021-001

« SERVICES D'ENTRETIEN MÉNAGER »
« JANITORIAL CLEANING SERVICES »

École secondaire catholique Ste-Marie à Temiskaming Shores
École secondaire catholique Thériault à Timmins

DATE DE CLÔTURE : Le 13 avril 2021 à 10 h

Une **visite obligatoire** des lieux est planifiée pour
le **31 mars 2021 à 15 h 30** ou le **7 avril 2021 à 15 h 30**.

Veuillez consulter notre site Web à www.cscdgr.on.ca sous la rubrique : Conseil / Information générale / Appels d'offres et demandes de Propositions ou communiquer avec Éric St-Pierre, superviseur de l'entretien, en composant le 705-266-5308.

For further information please contact Éric St-Pierre, maintenance supervisor, at 705-266-5308 or by email at eric.st-pierre@cscdgr.education

Langis Dion
Président du Conseil

Sylvie Petroski
Directrice de l'éducation

journal
LE VOYAGEUR

est à la recherche d'un.e
**COORDONNATEUR.TRICE
DE PROJET ET AIDE AU MARKÉTING**

LA PERSONNE CHOISIE DEVRA :

- élaborer un sondage avec l'aide de l'équipe et d'une firme de développement de public;
- coordonner l'administration du sondage et la collecte de données;
- participer à l'analyse des réponses;
- élaborer une campagne d'abonnement avec l'aide de l'équipe et d'une firme de développement de public;
- mettre en œuvre la campagne d'abonnement;
- appuyer la directrice du marketing dans la vente des sections et numéros spéciaux du Voyageur.

COMPÉTENCES :

- Toute formation ou expérience en marketing sera considérée;
- Intérêt pour le milieu des médias;
- Connaissance des outils technologique nécessaire (Mac, Mailchimp, Excel, etc.)
- Très bonne qualité du français écrit et parlé;
- Capable d'écrire et de parler en anglais.

Date limite pour soumettre votre candidature : 31 mars

Lieu de travail : Sudbury,
possibilité de travail à distance

Durée du contrat : 1 an

Salaire : 36 900 \$ + avantages

Faites parvenir votre lettre de motivation
et votre curriculum vitae à l'attention de Julien Cayouette à
levoyageur@levoyageur.ca.

PRODUCTIONS
RIVARD

Les Productions Rivard est une maison de production indépendante basée au Manitoba œuvrant dans le domaine de la production:

SUPERVISEUR DE PRODUCTION**RESPONSABILITÉS :**

- Appuyer la direction générale en assumant une part de l'administration/gestion des productions;
- Assure la transmission des consignes aux membres de l'équipe;
- Organiser et participer à toute réunion concernant l'avancement du projet;
- Veiller au respect des délais prévus pour chaque tâche;
- Organiser et faire le suivi des validations;

COMPÉTENCES :

- Minimum 5 ans d'expérience dans un poste de gestion de projet;
- Bon sens d'organisation et capable de travailler en équipe;
- Capacité de bien s'exprimer et d'écrire en français et en anglais;
- Le travail se fait à partir du bureau à Winnipeg au Manitoba.

Toute personne intéressée est priée d'envoyer son curriculum vitae au plus tard le 2 avril 2021 par courriel à rivard@rivard.tv

Seules les personnes dont la candidature aura été retenue seront contactées.

25 mars

Table ronde : Cinquante ans après Moé, j'viens du Nord 'stie

Table ronde avec les artistes de la pièce originale et des jeunes qui se préparent à présenter leur vision du monde 50 ans plus tard. Gratuit. Diffusion sur la page Facebook du TNO ou en écrivant à communications@leTNO.ca pour le lien Zoom.

26 mars

L'âge et la discrimination

Café-causerie sur ConnectAinée à 13 h. Présenté par Joanne Carrière. Inscription : farfo.ca.

Spectacle de King Melrose

Présenté au mont Jamieson de Timmins par La Ronde. Format souper spectacle. Hamburgers et poutine à 17 h 30 et 18 h 30; spectacle à 20 h. Activités extérieur avant le spectacle. Apportez vos

chaises. 100 places seulement : mountjamieson.ca.

28 mars

Rallye en voiture de Save Our Sudbury

Défilé de voitures pour démontrer l'appui aux étudiants, au personnel et aux professeurs de l'Université Laurentienne à 12 h. Départ du 555, ch. Barrydowne. Rassemblement par la suite dans le sta-



tionnement du local des Steelworkers (66, rue Brady) pour entendre ceux qui sont directement touchés. Inscription : <https://tinyurl.com/wthwnyck>.

29 mars

Au-delà du bain moussant

Webinaire en français sur la santé mentale et le mieux-être à 10 h 30. Acquérez des stratégies d'auto-soins qui dépassent la détente. Inscription : <https://tinyurl.com/5dawvasc>.

Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A
200, RUE BRADY
SUDBURY ON P3E 5K3

311 Service À votre service
www.grandsudbury.ca

Nous affichons les soumissions, les offres, les proposition et les ventes dans le site Web de la Ville au www.grandsudbury.ca.

Avispublics

AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE

concernant les demandes aux termes de l'article 45 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13, dans sa version modifiée. Veuillez noter que l'on a présenté les demandes suivantes de dérogation mineure ou d'autorisation sollicitant la dispense de certaines dispositions du Règlement de zonage de la Ville du Grand Sudbury, tel que précisé, et que le Comité de dérogation de la municipalité les étudiera dans l'ordre de présentation.

Demande n° A0024/2021

Description foncière : NIP 73500-0157, parcelle 37825, partie 11, plan 53R-4713, lot 11, concession 5, canton de Bleazard, 2813, chemin Martin, Bleazard Valley
Objet de la demande : Construire un garage isolé, sa hauteur et la surface construite accessoire dérogeant au règlement municipal.

Demande n° A0025/2021

Description foncière : NIP 73506-0517, partie 2, plan 53R-19964, lot 7, concession 4, canton d'Hanmer, 5403, chemin Desmarais, Hanmer
Objet de la demande : Construire un garage isolé, sa hauteur dérogeant au règlement municipal.

Demande n° A0026/2021

Description foncière : NIP 02121-0415, lot 1, plan 53M-1249, lot 1, concession 6, canton de McKim, 1270, avenue Atlee, Sudbury
Objet de la demande : Construire un mur de soutènement, la marge de reculement de la cour latérale intérieure dérogeant au règlement municipal.

Demande n° A0027/2021

Description foncière : NIP 73472-0315, parcelles 25804 et 23660, partie du lot 36, lots 37 et 38, plan M-480, partie 3, plan 53R-6187 et partie 1, plan 53R-21081, lot 12, concession 2, canton de Broder, 2682, chemin South Shore, Sudbury
Objet de la demande : Faire approuver la construction d'un garage isolé, la marge de reculement de la cour latérale d'angle et l'avant-toit dérogeant au règlement municipal.

Demande n° A0028/2021

Description foncière : NIP 73504-0413, parcelle 48225, partie 1, plan 53R-11616, lot 4, concession 2, canton d'Hanmer, 4474, avenue Park, Hanmer
Objet de la demande : Construire une structure isolée comprenant un garage et un atelier, la surface construite accessoire dérogeant au règlement municipal.

Demande n° A0030/2021

Description foncière : NIP 73505-0352, parcelles 706 et 380, lot 8, concession 2, canton d'Hanmer, 1870, promenade Dominion, Hanmer
Objet de la demande : Construire un logement secondaire sur la propriété visée, la distance tampon du logement temporaire dérogeant au règlement municipal.

Demande n° A0031/2021

Description foncière : NIP 73373-0100, parcelle 5579, lot 1, concession 4, canton de Waters, 15, chemin Kalio, Lively
Objet de la demande : Construire un garage isolé dont la hauteur dérogera au règlement municipal.

Demande n° A0032/2021

Description foncière : NIP 73348-0748, lot 16, plan M-307 et partie 3, plan 53R-20791, lot 3, concession 2, canton de Balfour, 3393, route 144, Chelmsford
Objet de la demande : Construire une structure isolée comprenant un garage, la surface construite accessoire dérogeant au règlement municipal.

Demande n° A0033/2021

Description foncière : NIP 73584-0843, lot 55, plan 66-S, instrument 117947, lot 5, concession 3, canton de McKim, 56, rue Gill, Sudbury
Objet de la demande : Construire une véranda couverte, la marge de reculement de la cour avant dérogeant au règlement municipal.

Les personnes s'intéressant à ces questions peuvent assister aux audiences publiques. Elles pourront alors consulter les renseignements additionnels fournis au sujet des demandes. Les audiences publiques auront lieu selon l'horaire suivant.

DATE : MERCREDI, le 31 mars 2021
HEURE : 17 H
ENDROIT : SALLE DE REUNION C-11, PLACE TOM DAVIES 200, RUE BRADY, SUDBURY, par voie électronique

La réunion aura lieu à distance par voie électronique, conformément à la Loi de 2001 sur les municipalités, telle qu'elle est modifiée par la Loi de 2020 sur les situations d'urgence touchant les municipalités (loi 187) et par le décret du 28 mars 2020 ayant modifié la Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence.

Les médias et le grand public peuvent visionner la webémission du Comité de dérogation sur le site de diffusion continue en direct de la Ville du Grand Sudbury (<https://livestream.com/greatersudbury>). Les commentaires présentés sur la question, y compris le nom et l'adresse de l'auteur, seront connus du public.

La population peut les consulter et ils peuvent être publiés dans la décision du Comité de dérogation. En transmettant des renseignements, y compris de façon imprimée ou électronique, vous indiquez que vous avez obtenu le consentement des personnes dont les renseignements personnels figurent dans les informations à divulguer au public. On fera uniquement parvenir une copie des décisions concernant les demandes ci-dessus aux personnes qui demandent par écrit un avis de décision à la secrétaire-trésorière.

Observations de la population dans le cadre des audiences publiques

L'accès à la Place Tom Davies a été restreint pour aider à enrayer la propagation de la COVID-19. Bien que le public ne soit pas encouragé à assister en personne aux réunions du Conseil municipal et des comités, il existe plusieurs façons lui permettant de soumettre des observations aux membres du Comité de dérogation pour la réunion du 31 mars 2021.

- Soumettre ses commentaires par écrit : Veuillez transmettre vos commentaires par écrit à Connie Rossi, secrétaire-trésorière du Comité de dérogation, C.P. 5000, succursale A, Sudbury (Ontario) P3A 5P3, avant la réunion, ou par courriel à connie.rossi@grandsudbury.ca. Les commentaires reçus d'ici au **vendredi 26 mars à 15 h** seront transmis aux membres du Comité de dérogation avant la réunion.
- S'inscrire pour prendre la parole lors de la réunion du Comité par voie électronique : Si vous voulez prendre la parole lors de la réunion du Comité de planification, veuillez en faire la demande à Connie Rossi, à l'adresse connie.rossi@grandsudbury.ca. Veuillez indiquer les renseignements suivants :

- votre nom (prénom et nom de famille);
- votre adresse courriel afin que l'on vous envoie une invitation à participer à la réunion par l'entremise de *WebEx*, qui permet de le faire par ordinateur, appareil mobile ou téléphone;
- le point à l'ordre du jour sur lequel vous voulez vous prononcer;
- tout élément visuel, p. ex. des photos ou une présentation PowerPoint.

Malgré les dates limites indiquées ci-dessus, on demande aux membres du public de s'inscrire le plus tôt possible pour en faciliter le processus ordonné ainsi que la réunion.

On invite les membres du public à transmettre leurs commentaires par écrit avant la date ci-dessus, même s'ils choisissent de s'inscrire pour prendre la parole par voie électronique lors de la réunion, et ce, afin que les membres du Comité puissent prendre connaissance des commentaires au cas où ils ne pourraient pas se joindre à la réunion.

Participation par voie électronique des gens qui veulent présenter des observations

Sur réception de votre demande visant à prendre la parole lors de la réunion, on vous transmettra les renseignements sur la réunion par l'entremise de *WebEx* ainsi qu'un mot de passe, et ce, avant la rencontre, y compris un lien vers les ressources d'information pour les personnes utilisant cette plateforme pour la première fois.

Veuillez noter qu'un ordinateur ou un appareil de partage de vidéos n'est pas nécessaire pour participer à la réunion via *WebEx*. Vous pouvez également vous servir d'un téléphone mobile ou d'un téléphone fixe. Un numéro vous sera fourni à cette fin dans l'invitation par courriel qui vous sera envoyée. Si ce n'est déjà fait, les personnes qui ont l'intention de participer à la réunion peuvent s'inscrire dans *WebEx*. Les renseignements suivants vous sont présentés pour examen et pour vous guider durant votre participation à distance à la réunion.

- **Puisqu'un partage d'écrans ne sera pas activé pour les participants durant la réunion, les personnes qui veulent faire une présentation visuelle (PowerPoint ou autre) doivent l'envoyer à l'adresse connie.rossi@grandsudbury.ca.** La secrétaire-trésorière qui anime la réunion transmettra votre présentation à partir de son écran pendant que vous prenez la parole. Par conséquent, afin qu'il y ait assez de temps pour l'installation et les essais avant le début de la réunion, **les personnes qui veulent fournir une présentation visuelle doivent l'envoyer à la secrétaire-trésorière avant le vendredi 26 mars à 15 h.**

- En vous joignant à la réunion, par téléphone ou en ligne, on vous y admettra en tant que personne présente. On ne vous saluera pas au moment de vous joindre à la réunion. Vous entendrez le déroulement de la réunion et vous verrez l'intervenant actuel (si vous avez accès à la vidéo), mais votre microphone sera désactivé jusqu'à ce que ce soit votre tour de prendre la parole.

- Si vous vous joignez à la réunion *WebEx* par téléphone, ne mettez jamais votre téléphone en attente puisqu'une musique diffusée dans de tels cas le sera en ligne une fois que votre microphone sera réactivé.

- Pour optimiser la qualité de l'appel sur un ordinateur portatif, si possible, veuillez utiliser un casque d'écoute avec microphone; sinon, si vous utilisez le microphone de votre ordinateur portatif ou votre cellulaire, veuillez parler directement dans le récepteur.

- **Veuillez ne transmettre à personne les détails de la réunion *WebEx* et ne le faites pas non plus sur les médias sociaux.** Ces renseignements s'adressent aux membres du Comité de dérogation, au personnel expressément désigné, aux auteurs d'une demande (ou à leur représentant) ainsi qu'aux personnes ayant demandé à prendre la parole. Toutes les autres personnes pourront assister à la réunion via sa diffusion continue en direct par la Ville du Grand Sudbury.

- **Lorsque le président du Comité les invitera à prendre la parole, les délégations publiques auront cinq minutes pour présenter leurs commentaires.** Il est interdit de poser des questions aux membres du Comité (ou aux membres du personnel) et de débattre avec eux. Si vous avez des questions, vous pouvez en faire mention durant votre présentation de cinq minutes. Vos commentaires doivent porter directement sur le contenu du ou des rapports faisant l'objet de votre présentation. Les membres du Comité peuvent vous poser des questions de suivi après vos remarques et commentaires, ou ils peuvent demander au personnel de répondre à ce que vous avez dit.
- Outre votre présentation orale, nous vous invitons à envoyer vos commentaires écrits pour étude par le Comité. Veuillez vous reporter aux renseignements fournis ci-dessus sur la façon de transmettre les présentations et commentaires écrits.

Les commentaires présentés sur la question, y compris le nom et l'adresse de l'auteur, seront connus du public. La population peut les consulter et ils peuvent être inscrits au procès-verbal du Comité de dérogation. En transmettant des renseignements, y compris de façon imprimée ou électronique, vous indiquez que vous avez obtenu le consentement des personnes dont les renseignements personnels figurent dans les informations divulguées au public.

SPORTS

NORD ONTARIEN

NOJHL

Bilan des matchs

ÉRIC
BOUTILIER

Les quatre équipes restantes de la Ligue de hockey junior A du Nord de l'Ontario (NOJHL) ont disputés une série de trois matchs contre un adversaire provenant de la même région.



Le Rock de Timmins a été en mesure de battre le Crunch de Cochrane à trois reprises la semaine dernière par des marques de 9-1, 9-1 et 6-1. Les deux clubs vont renouveler leur rivalité quatre autres fois au cours des prochains jours.

Les Thunderbirds de Sault-Ste-Marie ont doublé les Beavers de Blind River 4-2. Toutefois, Blind River a été en mesure de gagner les deux parties suivantes 5-4 en fusillade et 8-3. Les Beavers et les Thunderbirds disputeront trois autres matchs cette semaine avant de conclure leurs activités pour la saison 2020-2021.

Fiche des équipes actives

Timmins (15-1)
Sault-Ste-Marie (11-6-2)
Blind River (11-8-1)
Cochrane (4-11-2)



Centre de santé communautaire de Timmins

58 - 1500, promenade Riverside | Timmins ON P4R 1A1
(T) : 705-269-CSCT (2728) | (SF) : 844-979-CSCT (2728) | Télécopieur : 705-269-2729

Le Centre de santé communautaire de Timmins (CSCTimmins) offrira des services de soins primaires en français ainsi que des programmes de prévention, d'éducation et de promotion de la santé aux résidentes et aux résidents de la région de Timmins. Le CSCTimmins recherche une personne dynamique pour occuper le poste de :

INFIRMIÈRE PRATICIENNE / INFIRMIER PRATICIEN

NATURE DU POSTE : Permanent, à temps plein (35 heures / semaine)

SALAIRE ANNUEL : selon l'échelon établi par le CSCTimmins

RESPONSABILITÉS :

- Dans le contexte d'une équipe multidisciplinaire, offrir des soins de santé primaire aux clients et clientes de tous les âges, et ce, dans le cadre de pratique de l'infirmier(ère) praticien(ne) (IP), incluant l'évaluation (ex. : examens physiques, triage), le diagnostic, le dépistage, l'aiguillage, l'éducation, les traitements (incluant pharmacologique) et les suivis;
- Collaborer avec les autres membres de l'équipe interdisciplinaire afin de planifier, d'implanter, de coordonner et d'évaluer les soins aux patients en consultation avec les patients et leur famille; et
- Participer à la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes d'éducation et de promotion de la santé offerts au Centre et dans la communauté.

FORMATION ACADÉMIQUE REQUISE:

- B.Sc.Inf., Certificat d'infirmier autorisé/infirmière autorisée appartenant à la catégorie spécialisée (IACS) et détenant un permis en règle décerné par l'Ordre des infirmiers et infirmières de l'Ontario.

EXPÉRIENCE :

- Expérience en milieu hospitalier et/ou communautaire

CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES :

- Posséder un minimum de niveau avancé de compétences linguistiques à l'oral et à l'écrit en français;
- Connaissances et expérience en promotion et en éducation de la santé, ainsi qu'en évaluation de programmes; et
- Connaissances des ressources communautaires, particulièrement celles de la santé et des services sociaux.

APTITUDES :

- Relations humaines et interpersonnelles, spécialement en lien avec la performance d'une équipe interdisciplinaire;
- Planification, organisation, coordination, gestion de temps et évaluation;
- Résolution de problèmes et prises de décisions;
- Bonne connaissance des ordinateurs;
- En mesure de travailler des heures flexibles;
- Possession d'un permis de conduire valide de l'Ontario et accès à une voiture; et
- Une vérification judiciaire sera exigée avant l'embauche.

LIEU DE TRAVAIL :

Timmins et municipalités environnantes

Veillez faire parvenir votre lettre de motivation et votre CV en français, avant 16h le 1 avril 2021 à l'attention de :

Sylvie Gélinas, superviseure des soins primaires
Courriel : sylvie.gelinas@csctimmins.ca

Seules les personnes dont la candidature a été retenue pour une entrevue seront contactées!

Veillez visiter notre site Web pour obtenir des renseignements au sujet de tous les postes offerts actuellement.

Sudbury Greater Grand
311 Service À votre service
www.grandsudbury.ca/emplois

La Ville du Grand Sudbury est un employeur souscrivant au principe de l'égalité d'accès à l'emploi. Nous remercions toutes les personnes qui poseront leur candidature mais nous communiquerons uniquement avec celles retenues pour une entrevue.

La Ville du Grand Sudbury s'est engagée à fournir un excellent accès à des services et un leadership solide dans le développement social, environnemental et économique de notre communauté. Nous invitons toute personne intéressée à travailler au sein d'un milieu municipal dynamique à prendre connaissance des possibilités d'emploi suivantes et à y postuler.

Analyste en génie de la circulation et des transports
Division de la planification des projets d'infrastructure

Numéro de la possibilité d'emploi : EX21-173
Date de clôture : Le 6 avril 2021 à 16 h 30



896, promenade Riverside
Timmins, ON P4N 3W2

DEMANDE DE PROPOSITIONS / REQUEST FOR PROPOSALS
N° 2021-003

« Coupe de pelouse et taillage des bordures »
« Grass cutting and trimming »

Régions de Hearst / Mattice / Kapuskasing / Moonbeam / Smooth Rock Falls / Cochrane / Iroquois Falls / Timmins / Foley / Gogama / Ramore / Kirkland Lake / Virginiatown / Earleton / Temiskaming Shores / Haileybury

DATE DE CLÔTURE : le 13 avril 2021 à 10 h

Veillez consulter notre site Web à www.cscdgr.on.ca sous la rubrique : Conseil / Information générale / Appels d'offres et demandes de Propositions ou communiquer avec Karine Lafrenière en composant le (705) 267-1421 ou le (800) 465-9984, poste 213.

For further information, please contact Karine Lafrenière at 705) 267-1421, extension 213 or by email at karine.lafreniere@cscdgr.education.

Langis Dion
Président du Conseil

Sylvie Petroski
Directrice de l'éducation



RECHERCHE :

Réceptionniste/Secrétaire Médicale

POSTE :

Temps partiel - permanent
Sites - Alban, Noëlville, St-Charles et Warren

RESPONSABILITÉS

- Offre un service de secrétariat médical par l'entremise des activités journalière pour l'organisation du site
- Reçoit les patients et visiteurs, maintient les horaires, fait le triage des rendez-vous et tous activités liées aux rendez-vous médicales et services de santé primaires
- Tiens à jour les dossiers des patients

QUALIFICATIONS

- Diplôme en secrétaire médicale, un certificat en terminologie médicale en plus d'un minimum de trois (3) ans d'expérience
- Compétences linguistiques; maîtrise du français et de l'anglais, oral et écrit
- Capacité à travailler au sein d'une équipe interdisciplinaire
- Connaissances en informatique – composante de Microsoft Office ainsi que le logiciel de PSSuite
- Excellente capacité de faire plusieurs tâches à la fois
- Permis de conduire valide de l'Ontario et accès à un véhicule
- Excellentes habiletés pour les relations interpersonnelles et pour la communication; courtoisie et professionnelle
- Excellente habileté de travailler sous pression
- Compétences efficaces en résolution de problèmes et prise de décisions
- Faire preuve de discrétion à l'égard des informations confidentielles
- Excellente habileté en service à la clientèle
- Une vérification du casier judiciaire sera requise avant l'embauche

GRILLE SALARIALE :
AVANTAGES SOCIAUX :

Selon la grille salariale du Ministère de la santé
Le CSUHC offre des avantages sociaux compétitifs ainsi que le plan de retraite HOOPP

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur lettre d'intérêt à l'adresse suivante : emplois.jobs@univi.ca ou par télécopieur au 705-857-3766, avant 16 h 30, le 2 avril 2021.

Nous tenons à remercier tous les candidats de leurs intérêts. Cependant, nous communiquerons qu'avec les candidats convoqués à une entrevue.

Afin de se conformer à la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario, le Centre de santé Univi rend disponible des mesures d'adaptation durant son processus de sélection. Vous devez aviser la Gestionnaire des ressources humaines de vos besoins.

HOROSCOPE

SEMAINE DU 28 MARS AU 3 AVRIL 2021

SIGNES CHANCEUX DE LA SEMAINE :
CAPRICORNE, VERSEAU ET POISSONS

- ♈ BÉLIER (21 MARS - 20 AVRIL)**
Peut-être faudra-t-il jouer du coude pour vous frayer un chemin vers un succès professionnel. L'abondance sera au rendez-vous, mais en premier lieu, attendez-vous aussi à une bonne dose de stress.
- ♉ TAUREAU (21 AVRIL - 20 MAI)**
Vous devrez faire quelques compromis avant d'arriver à une entente convenable avec les gens impliqués. Vous aurez également la justice de votre côté afin de régler un conflit avant qu'il ne dégénère davantage.
- ♊ GÉMEAUX (21 MAI - 21 JUIN)**
Beaucoup de boulot en perspective. La compétition saura vous amadouer en vous offrant un poste plus intéressant. Vous risquez ainsi de vivre des tourments en remettant en question l'intégrité que l'on vous connaît.
- ♋ CANCER (22 JUIN - 23 JUILLET)**
Vous attirerez toute l'attention en réussissant l'exploit de détendre l'atmosphère et en faisant rire les gens avec quelques bouffonneries. Attendez-vous également à quelques chauds applaudissements.
- ♌ LION (24 JUILLET - 23 AOUT)**
Il y aura une foule de choses à faire à la maison ou avec la famille; heureusement, vos proches vous verront véritablement comme quelqu'un d'héroïque. Vous démontrerez un puissant sens des responsabilités en plaçant les priorités dans l'ordre.
- ♍ VIERGE (24 AOUT - 23 SEPTEMBRE)**
Vous aurez les mots justes pour vous démarquer tout comme pour faire valoir votre point de vue. Vous passerez la semaine à conduire pour montrer votre nouvelle voiture à vos proches.
- ♎ BALANCE (24 SEPTEMBRE - 23 OCTOBRE)**
Vous pourriez entreprendre des démarches afin d'acquérir une propriété ou pour trouver un logement plus adéquat. Du moins, vous magasinerez quelque chose pour la famille et ce sera une aventure enrichissante.
- ♏ SCORPION (24 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE)**
Dynamique, vous êtes d'attaque pour relever tous les défis, aussi bien au travail que dans d'autres sphères. Une escapade en couple, entre amis ou en famille serait appréciée. Peu importe leur âge, les enfants ne sont pas de tout repos.
- ♐ SAGITTAIRE (23 NOVEMBRE - 21 DÉCEMBRE)**
Lorsque vous ressentez la moindre fatigue, vous vous rendez plus vulnérable aux différents microbes. Alors, n'oubliez pas de prendre le temps de bien vous reposer quand vous faites des efforts surhumains.
- ♑ CAPRICORNE (22 DÉCEMBRE - 20 JANVIER)**
Des gens confus vous entoureront et vous aurez besoin de vous retirer pour vous isoler par moment. Vous aurez également de l'inspiration pour entreprendre la pratique d'une forme de spiritualité en excellente compagnie.
- ♒ VERSEAU (21 JANVIER - 18 FÉVRIER)**
Le temps est une denrée rare pour bien du monde et vous ne ferez pas exception à la règle cette semaine. Vous devrez prendre les bouchées doubles au travail pour réussir à finir vos tâches dans les délais prescrits.
- ♓ POISSONS (19 FÉVRIER - 20 MARS)**
En couple ou entre amis, vous entreprendrez des démarches pour faire un voyage à l'étranger ou en région. Vous ferez également des changements à la maison, ne serait-ce que déplacer les meubles.

MOT CACHÉ

THÈME : PARFUM / 9 LETTRES

- | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|---|---|--|--------------------|--|------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------------|---------------------------|---------------------------------|--|---|--------------------|-------------------------|---|------------------|---------------------------------|-------------------|
| A
AMBRE
ARÔME
ARTIFICIEL | B
BAUME
BERGAMOTE
BOISÉ
BOUQUET | C
CAFÉ
CANNELLE
CHOCOLAT
CHYPRE | COLOGNE
CONCENTRÉ
COSMÉTIQUE
CUIR | E
EFFLUVE
ÉMANATION
ENCENS
ESSENCE
ESTER
ÉVAPORATION
EXHALER
EXOTIQUE
EXTRAIT | F
FLACON
FLEUR
FLORAL
FRAISE
FRUIT | G
GOUTTE | H
HUILE
HUMER
HYDROLAT | I
IRIS | J
JASMIN | L
LAVANDE
LUXE | M
MENTHE
MUSC | N
NÉROLI
NEZ | O
ODORAT
OLFACTION | ORANGE
ORIENTAL
OSMOLOGIE | P
PALETTE
PALME
PARFUMERIE
PATCHOULI
PEAU
PÊCHE
POMMADE
POUDRE | R
RÉSINE | RESPIRER
ROSE | S
SANTAL
SÉDUCTION
SENTIR | T
TALC | V
VANILLE
VIOLETTE | Z
ZESTE |
|--|--|--|---|---|--|--------------------|--|------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------------|---------------------------|---------------------------------|--|---|--------------------|-------------------------|---|------------------|---------------------------------|-------------------|

N	E	S	P	E	P	E	H	Y	D	R	O	L	A	T	F	B	L	V	E
O	M	E	I	A	U	O	H	E	N	G	O	L	O	C	A	A	A	I	O
I	A	P	X	R	L	Q	M	T	P	E	C	H	E	U	T	N	R	S	E
T	N	E	R	U	I	E	I	M	N	C	S	U	M	N	I	E	M	S	E
C	A	A	I	O	L	F	T	A	E	R	E	A	L	M	O	S	E	V	
U	T	U	U	L	U	R	E	T	O	D	M	S	L	U	L	E	S	R	A
D	I	F	C	F	O	A	L	N	E	X	E	F	O	N	T	O	T	P	
E	O	L	P	A	H	I	I	E	A	F	E	R	G	C	E	T	R	N	O
S	N	E	A	C	C	S	U	Z	L	V	A	I	E	R	A	U	A	E	R
R	G	U	L	T	T	E	H	O	I	P	E	R	S	L	N	O	N	C	A
E	A	R	M	I	A	A	R	O	E	B	L	E	O	E	B	G	G	N	T
S	U	R	E	O	P	A	L	V	O	A	N	C	R	E	R	O	E	O	I
P	O	Q	T	N	L	E	U	U	T	T	O	O	A	E	N	E	I	C	O
I	D	Z	I	I	T	L	Q	N	I	H	L	N	C	N	R	C	M	S	N
R	O	E	C	T	F	U	E	R	C	I	L	A	V	A	N	D	E	U	E
E	R	S	E	F	E	I	T	E	J	A	S	M	I	N	L	E	U	N	H
R	A	T	E	T	R	M	C	I	R	E	R	P	Y	H	C	F	L	O	S
O	T	E	M	O	R	A	S	I	U	B	R	E	S	I	N	E	E	L	P
S	E	X	T	R	A	I	T	O	E	R	M	R	E	L	A	H	X	E	E
E	T	O	M	A	G	R	E	B	C	L	F	A	T	A	L	C	A	F	E

SOLUTION DU MOT CACHÉ DU 17 MARS : POLLUTION

ABONNEMENTS

Composez le 705-673-3377, poste 6200
ou écrivez à administration@levoyageur.ca
en indiquant votre nom, adresse, numéro
de téléphone et courriel.

- | | |
|----------------------|-----------------------|
| PAPIER | PAPIER ET PDF |
| 1 an = 60 \$ | 1 an = 75 \$ |
| 2 ans = 100 \$ | 2 ans = 120 \$ |
| 3 ans = 135 \$ | 3 ans = 155 \$ |
| PDF SEULEMENT | AINÉS - PAPIER |
| 1 an = 25 \$ | 1 an = 50 \$ |
| 2 ans = 35 \$ | 2 ans = 80 \$ |
| 3 ans = 50 \$ | 3 ans = 105 \$ |
| | À L'ÉTRANGER |
| | 1 an = 125 \$ |

OPTIONS POUR
ABONNEMENTS MULTIPLES

LE VOYAGEUR journal

SUDOKU

JEU N° 710

					7			
5				4		9	2	
6	1							
	9			1		3		
			2					
		4	5		6		1	7
		8				4		5
		3	7	4				8
	9							

NIVEAU : INTERMÉDIAIRE

RÈGLES DU JEU :

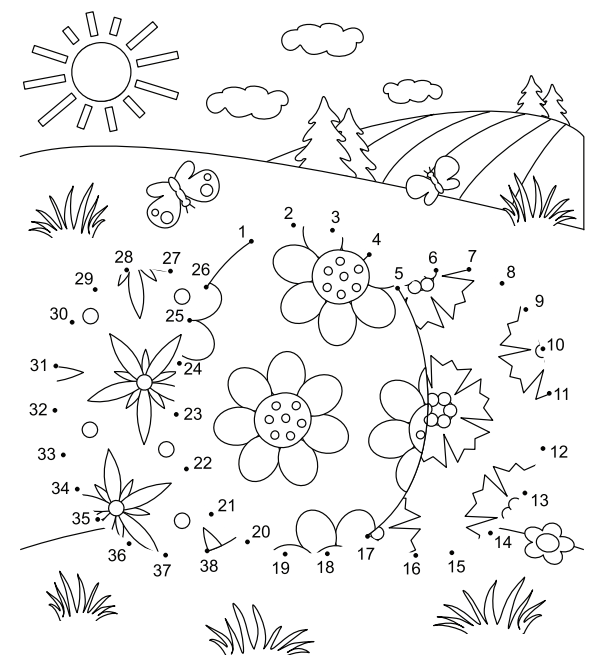
Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 709

1	9	8	6	8	7	4	9	2
6	9	7	4	5	2	3	1	8
7	2	8	9	3	1	6	7	5
5	3	4	1	9	8	7	2	6
8	7	1	9	2	6	9	4	3
6	9	2	7	4	5	1	8	7
3	4	5	2	1	9	8	6	7
8	7	1	9	2	6	9	4	3
1	7	1	6	9	4	8	2	5
2	8	2	6	7	5	1	4	3

POINT à POINT





CHELMSFORD

École Alliance St-Joseph

Ça bouge toujours à l'Alliance St-Joseph

Cette année, les élèves de l'École Alliance St-Joseph s'adaptent aux changements. Les élèves s'amuse en participant à des activités virtuelles telles que la journée «Bell pour la cause» sur la santé mentale, la célébration du mercredi des Cendres avec le père Roch, les contes virtuels du Théâtre du Nouvel-Ontario et la présentation de films de Ciné Franc-Jeunesse. Plus récemment, les élèves ont eu droit au spectacle de magie de Marc Trudel et à des sessions de danse virtuelles. Les élèves participent aussi à des activités dans leurs salles de classe. Les élèves de jardin ont fêté la journée du 100 en confectionnant des chapeaux. Pour la St-Valentin, les élèves se sont habillés en rouge, rose et blanc alors que pour la journée contre l'intimidation, on a vu beaucoup de rose. Lors de la journée cracha-ba-lu, ils ont porté une cravate, un chapeau, des bas et des lunettes. Le plaisir demeure toujours au rendez-vous. De plus, grâce à un personnel engagé, les élèves de l'Alliance St-Joseph ont droit à des activités éducatives stimulantes.



Photo : Courtoisie

SAULT-SAINTE-MARIE

École Notre-Dame-du-Sault

La Journée du chandail rose : soutenir les uns les autres

En préparation à la Journée du chandail rose qui sensibilise les gens à l'importance de ne pas tolérer l'intimidation, tous les élèves de l'école Notre-Dame-du-Sault ont reçu un petit papier de couleur sur lequel ils ont pu écrire une qualité qui les représente. Les bouts de papier de couleur ont ensuite été disposés de sorte à former le logo inclusif «Cœur ouvert pour tous» du Conseil scolaire catholique Nouvelon.



Photo : Courtoisie

ELLIOT LAKE

École catholique Georges Vanier

La technologie au service de l'apprentissage

L'École catholique Georges Vanier (Elliot Lake) s'investit davantage dans des programmes et activités pouvant doter ses élèves des compétences liées aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques (STIM). C'est dans cette optique que les élèves de la 5^e à la 8^e année ont tout récemment participé à divers ateliers. Les élèves de la 5^e et 6^e année ont participé à une salle d'évasion virtuelle. Le but de cette activité était de déverrouiller toutes les chambres et commodités d'un chalet le plus rapidement possible en résolvant des énigmes 3D. Quant aux élèves de la 7^e et 8^e année, ils ont suivi un atelier d'expériences interactives en trois dimensions offert par l'Université d'Ottawa. À l'aide de l'application CoSpaces, ils ont laissé libre cours à leur imagination en créant des montagnes russes et en programmant le trajet d'un objet.



Jack participe à l'une des activités 3D. — Photo : Courtoisie

CHAPLEAU

École Sacré-Coeur

L'alphabet au calendrier – le plaisir au quotidien

À l'École Sacré-Coeur (Chapleau), chaque jour du mois de mars est une journée spéciale. Depuis le 1^{er} mars, une lettre de l'alphabet est associée à chaque journée scolaire, permettant à la communauté scolaire de vivre une journée thématique qui débute par la lettre en question. Par exemple, le 1^{er} mars était la journée de la lettre «A» et la thématique était abracadabra avec des activités reliées à la magie. Le 3 mars était la journée des cheveux fous, puisqu'on retrouvait la lettre «C» au calendrier. Ainsi, tout au long du mois, les élèves ont profité d'une panoplie d'activités enrichissantes telles que la journée d'inventions, la journée Kahoot et la journée des nombres.



Photo : Courtoisie

Conférence pour les parents et membres du personnel du CSC Nouvelon**Martin Larocque**

Comédien et conférencier

La famille, mieux vaut en RIRE !

Un regard réaliste, amusé et sérieux sur notre vie de père ou de mère.

Le mercredi 31 mars 2021**À 18 h 30 sur Zoom**

Prix de participation et de présence

Inscription obligatoire : www.nouvelon.ca/conference-parents

Offert par le Comité de participation des parents du CSC Nouvelon

Pour plus d'information : 705 673-5626 ou 1 800 259-5567 ou info@nouvelon.ca

**Viens explorer nos
tournées virtuelles
et découvrir
l'excellence de
nos programmes
et services!**

cspgno.ca



Conseil scolaire public du
Grand Nord de l'Ontario



Conseil scolaire public du
Grand Nord de l'Ontario



Conseil scolaire public
du Nord-Est de l'Ontario
cspne.ca

PERSONNALITÉ À DÉCOUVRIR AU CSPGNO

Alain Kingsley

Conseiller pédagogique en technopédagogique

BIO

Tous les gens qui ont côtoyé de près ou de loin Alain Kingsley savent à quel point il est quelqu'un de bien, patient et très attentionné envers les autres. Au service du CSPGNO depuis maintenant 20 ans, Alain assume la responsabilité de mettre en œuvre les objectifs technopédagogiques du Conseil.



RÉALISATIONS

Alain a participé à plusieurs grandes réalisations au cours de sa carrière. Il se souvient des compétitions de robotique ROBO-SLAM, auxquelles il a participé en tant qu'organisateur. Cet événement est devenu une tradition annuelle au CSPGNO et a inspiré bon nombre de jeunes, parents, enseignantes et enseignants à s'intéresser à la robotique comme un moyen d'apprentissage ludique, motivant et pertinent.

Photos : Courtoisie



PROFIL

MUSIQUE FRANCO :

En bref!, Stef Paquette, Damien Robitaille et le Paysagiste

ORGANISME DE BIENFAISANCE :

Maison McCulloch Hospice

ORGANISME FRANCO-ONTARIEN :

La Nuit sur l'étang

RECOMMANDATION

DE PAGE FB :

@ICINordOntario de Radio-Canada

ÉQUIPE SPORTIVE :

Les Canadiens de Montréal



PASSETEMPS :

Jouer au golf

SOUVENIR D'ÉCOLE :

Faire partie des équipes sportives

LIVRE :

Les Chrysalides de John Wyndham

METS FAVORI :

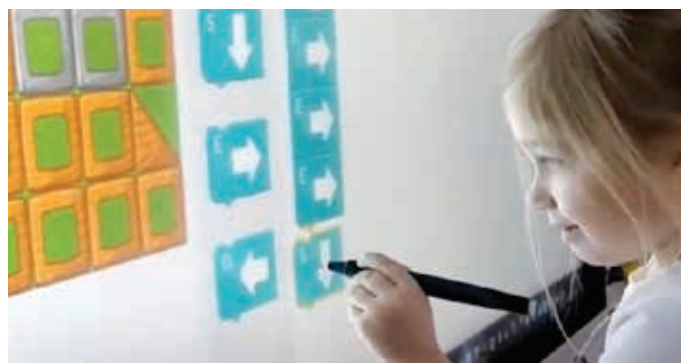
Hamburger sur le barbecue

DESSERT FAVORI :

Alain n'a pas la dent sucrée

MÉTIER

Alain explique que sa fonction au CSPGNO est de mettre en place des stratégies d'apprentissages par le biais de la technopédagogie. Il doit rester à l'affût des nouvelles technologies et ainsi partager son expertise avec les membres du personnel enseignant afin qu'ils puissent mieux intégrer celles-ci dans leur enseignement. La technopédagogie c'est plusieurs choses, telles que l'enseignement du codage qui fait désormais partie du curriculum en mathématiques, l'apprentissage de la communication à l'ère numérique ainsi que l'identité digitale. Alain souligne qu'il est important d'enseigner aux élèves la sécurité en ligne et les façons de naviguer sur Internet et les réseaux sociaux sans compromettre sa sécurité. Il compare cet apprentissage à apprendre à un jeune enfant comment traverser la rue de manière sécuritaire.



MOMENT COUP DE CŒUR

Pour Alain, les moments qui lui font chaud au cœur sont ceux où il croise d'anciens élèves avec qui il prend le temps de discuter. Il est toujours agréablement surpris de voir à quel point ils grandissent vite et qu'ils sont devenus de bons citoyens. Alain se réjouit de penser qu'à sa manière, il a pu avoir une influence positive auprès de ces jeunes.

TON MESSAGE AUX

Parents...

Merci de nous faire confiance avec vos petits trésors!

Élèves...

Osez rêver grand, car vous avez tous et toutes le potentiel de bien réussir!

Collègues...

Soyez très fiers de votre travail et de votre métier.



CONSEIL SCOLAIRE
CATHOLIQUE
DE DISTRICT DES
**GRANDES
RIVIÈRES**



TIMMINS

École catholique Sacré-Cœur Un écosystème en échelle réduite

Hannah Létourneau-Morrisette, élève de 7^e année à l'École catholique Sacré-Cœur, est très fière de la maquette d'un écosystème qu'elle a fabriquée dans le cadre de son cours de sciences. Malgré la pandémie, les enseignants proposent aux élèves des occasions d'apprentissage riches et authentiques.



Photo : Courtoisie

PORCUPINE

École catholique St-Jude Laisser sa créativité s'exprimer tout en construisant ses habiletés

Pendant les leçons de sciences, les élèves de la 1^{re} et 2^e année de l'École catholique St-Jude ont fabriqué des machines simples à l'aide des K'Nex.



Photo : Courtoisie

SMOOTH ROCK FALLS

École catholique Georges-Vanier De l'apprentissage sous le soleil

Les élèves de la 3^e, 4^e et 5^e année de l'École catholique Georges-Vanier ont fabriqué des volcans. Ils ont profité de la belle température pour faire des éruptions volcaniques multicolores sur la neige.



Photos : Courtoisie



La joie de vivre : ça nous ressemble!

*Nous avons
la francophonie
à cœur!*

Ensemble,
chantons,
rions,
dansons,
jouons...en français!

Bonne semaine de la francophonie!

www.cscdgr.education



vie communautaire TIMMINS

publireportage



TIMMINS

Une toute nouvelle tradition familiale

JULIEN
CAYOUILLE

Ils font de la musique ensemble depuis à peine deux ans, mais Claude, Chanelle et Bella Lapointe ont déjà deux spectacles pour le Centre Culturel La Ronde en quelques mois sous la ceinture. Ils étaient entre autres les vedettes du spectacle de clôture du carnaval d'hiver le 27 février. La pandémie a permis aux deux plus jeunes membres du groupe de développer leur talent musical.

Claude Lapointe joue de la guitare et chante depuis 23 ans, depuis ses études à l'Université Laurentienne. Il fait régulièrement des spectacles avec son complice de toujours, Simon Rivard. La pandémie a malheureusement diminué les occasions pour les deux comparses de se réunir.

Il a lui-même commencé à enseigner la guitare à Chanelle il y a environ 2 ans. Bella a décidé de joindre sa voix à celle de sa sœur et a décidé d'ajouter le tambour à son arsenal il y a un an. Heureusement, elle a reçu son djembé juste avant le confinement et a eu le temps de se pratiquer.

Chanelle et Bella ont eu leur première expérience devant public en relevant un défi lancé par leur père. Elles ont joué pour divertir des passants alors que la famille visitait une tante en Floride. Elles ont alors découvert le bonheur d'apporter un peu de joie aux gens. «Elles aiment ça voir le monde sourire», lance Claude.

Leur premier vrai spectacle ensemble a été un baptême de feu : les trois ont chanté devant 750 per-

sonnes lors du lever du drapeau franco-ontarien à Timmins en septembre 2019. Chanelle confirme qu'elle «aime vraiment ça», jouer devant une foule. «Je ne suis plus nerveuse maintenant, mais au début, j'étais pas mal nerveuse», confie de son côté Bella.

Bella est vraiment celle qui a chanté en premier, alors que Chanelle faisait les harmonies ou l'accompagnement. Cependant, maintenant que la voix de Chanelle est un peu plus mature, les rôles sont plus souvent inversés.

Le temps de se perfectionner

«Les deux ont vraiment pris avantage de la pandémie» pour pratiquer et présenter leurs réalisations, explique Claude Lapointe. Dès le début, en moins de deux semaines, elles avaient leur chaîne YouTube pour présenter leurs chansons.

Claude dit avoir vu une progression fulgurante chez Chanelle. Comme si elle avait gagné 10 ans d'expérience en un an. Il considère que ses deux filles ont déjà dépassé

ses propres talents de chanteur.

Chanelle et Bella sont exposées à la musique depuis leur plus tendre enfance. «Je les ai exposées à la musique, je me suis dit j'espère que ça pogne, mais je ne voulais pas les forcer», raconte Claude Lapointe.

Comme leur père, les deux chanteuses font des reprises de chansons populaires, «de tous les genres». La grande majorité sont des chansons anglaises, mais on peut les écouter chanter *Juste pour voir le monde* du groupe La Chicane et *Notre Place* sur leur chaîne YouTube et la page Facebook Chanelle & Bella, qui a plus de 1000 abonnés.

La famille a eu la chance de jouer à l'extérieur au début décembre pour le lancement de la campagne de financement du Centre culturel La Ronde pour la construction de son nouvel édifice. C'était cependant une expérience bien différente. «On aime ça faire embarquer la foule, mais la foule ne pouvait pas se lever, ils ne peuvent pas chanter avec nous autres pis on chante derrière une fenêtre. C'était tout du nouveau pour moi, ça l'était encore plus pour elles.»

Étant déjà bien habituées à jouer devant une caméra, le spectacle virtuel du Carnaval n'a pas été trop stressant pour les filles, il l'a beaucoup plus été pour papa. «C'était mon show le plus difficile. Je ne voyais rien, juste un écran et ma femme qui descendait en bas de temps en temps pour nous dire que tout va bien. Pour moi, je ne savais pas s'ils entendaient, si on était coupé... donc c'était l'inconnu.» Heureusement, ils étaient trois pour créer un peu d'énergie festive.

Chanelle et Bella rêvent déjà de faire carrière en musique, ce que Claude encourage, mais tout en prévoyant un plan B.



Bella, Claude et Chanelle Lapointe lors du spectacle de clôture du Carnaval d'hiver de La Ronde. — Photo : Courtoisie

TIMMINS

Lumières naturelles colorées

Les écoles catholiques Anicet-Morin et St-Dominique sont les gagnants du concours de vitrines organisé par le Centre culturel La Ronde dans le cadre du Carnaval du mois de février.



La création des élèves de l'École catholique Anicet-Morin — Photos : Courtoisie



La création des élèves de l'École catholique St-Dominique

TIMMINS

Spectacle francophone pour la fin de la saison de ski

Le Centre culturel La Ronde et le mont Jamieson se sont associés pour présenter un spectacle de King Melrose le 26 mars en format super-spectacle. Deux cohortes de 50 personnes auront la chance de manger hamburgers et poutine avant le spectacle extérieur de l'artiste québécois à 20 h. Il y aura également d'autres activités, comme de la raquette et un feu de camp en attendant le spectacle. Les billets sont en vente au coût de 20 \$ sur le site mountjamieson.ca. (J.C.)



**Bourse
Caisse Alliance**

**Nos jeunes...
bâtisseurs de bonheur**

**Tu es inscrit.e à un programme postsecondaire?
Présente ta demande de bourse entre
le 1^{er} et le 31 mars 2021!**

**Formulaire disponible à la Caisse ou
au caissealliance.com**

Comment puis-je être certain(e) que les vaccins contre la COVID-19 sont sécuritaires?

Seuls les vaccins sûrs, efficaces et de la plus haute qualité sont autorisés par Santé Canada. Le Canada est reconnu dans le monde entier pour ses normes de qualité élevées et son examen rigoureux des vaccins.

Apprenez-en plus sur les vaccins contre la COVID-19 au
Canada.ca/vaccin-covid

1-833-784-4397



Les **vaccins**
contre la COVID-19
et **VOUS**

